

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

**RAPPORT PROVISOIRE SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION
DU BUDGET D'ÉTAT AU 31 DECEMBRE 2018**

Avril 2019.

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION.....	5
II. MOBILISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT	7
2.1. RECETTES BUDGETAIRES	8
2.1.1.Mobilisation des recettes budgétaires par les services d'assiettes et de recouvrement.....	8
2.1.2.Mobilisation des recettes des budgets annexes	8
2.1.3.Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor	10
2.1.4.Mobilisation des appuis budgétaires.....	10
2.1.5.Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur).....	11
2.1.6.Mobilisation des recettes exceptionnelles.....	12
2.2. RESSOURCES DE TRESORERIE.....	12
2.3. ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES GLOBALES PAR SERVICE.....	14
DIRECTION GENERALE DES DOUANES	16
DIRECTION GENERALE DES IMPOTS.....	18
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	24
DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ETAT	26
III. EXECUTION DESCHARGES DE L'ETAT	27
3.1. DEPENSES BUDGETAIRES.....	27
3.1.1.Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique	27
3.1.2.Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation.....	32
3.1.3.Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction	35
3.2. CHARGES DE TRESORERIE	38
IV. CONCLUSION	39

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Situation de recouvrement des ressources de l'Etat	7
Tableau 2. Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes.....	8
Tableau 3. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor	10
Tableau 4. Situation de décaissement des appuis budgétaires.....	11
Tableau 5. Répartition des dons projets par ministère.....	12
Tableau 6. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.....	13
Tableau 7. Répartition des produits des emprunts projets par ministère	14
Tableau 8. Situation des réalisations de recettes douanières.....	16
Tableau 9. Perspectives de recouvrement de recettes douanières au 31 décembre 2018.	17
Tableau 10. Situation des réalisations de 2017 et 2018 par grande masse d'impôt.....	18
Tableau 11. Prévisions et réalisations de recettes au 31 décembre 2018.	20
Tableau 12. Perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP au 1 ^{er} trimestre 2019.	21
Tableau 13. Situation de réalisation des prévisions de recettes de la DND.....	22
Tableau 14. Prévisions de recettes de la DND pour l'exercice 2019.	23
Tableau 15. Recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP.....	25
Tableau 16. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique	27
Tableau 17. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.....	30
Tableau 18. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des Régions par nature économique.....	31
Tableau 19. Situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.....	32
Tableau 20. Situation d'exécution des charges budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.....	35
Tableau 21. Situation d'exécution des charges de trésorerie au 31 décembre 2018.	38

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1. Situation des recouvrements par service.....	15
Graphique 2. Part des recouvrements des services dans le total des ressources.....	15
Graphique 3. Situation d'exécution du budget d'Etat au 31 décembre 2018 par nature économique.	31
Graphique 4. Situation d'exécution des charges budgétaires par type de programme et par dotations budgétaires, sans le financement extérieur du BSI.	34
Graphique 5. Exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.	37
Graphique 6. Poids des CP liquidés par fonction en %.....	37

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification programmatique et économique au 31 décembre 2018, sans le financement extérieur du BSI	
Annexe 2 : situation d'exécution détaillée des dépenses par budget et par programme ou dotation au 31 décembre 2018, sans le financement extérieur du BSI	
Annexe 3 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification administrative et économique au 31 décembre 2018, sans le financement extérieur du BSI	
Annexe 4 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification fonctionnelle au 31 décembre 2018, sans le financement extérieur du BSI	
Annexe 5 : situation d'exécution du financement extérieur du BSI par ministère.	

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ABG	Appui Budgétaire Général
ABS	Appui Budgétaire Sectoriel
AE	Autorisation d'Engagement
APTM	Agence pour la Promotion Touristique au Mali
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CP	Crédit de Paiement
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGI	Direction Générale des Impôts
DND	Direction Nationale des Domaines
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
EDM	Energie du Mali
EMACI	Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire
EMAGHA	Entrepôts du Mali au Ghana
EMAGUI	Entrepôts du Mali en Guinée
EMATO	Entrepôts du Mali au Togo
FAFE	Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FAPFo	Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts
FAPFa	Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune
FAPRP	Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière
FDD	Fonds de Développement Durable
FNAA	Fonds National d'Appui à l'Agriculture
FNDS	Fonds National pour le Développement de la Statistique
LF	Loi de Finances
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
N-SUKALA	Nouveau Complexe Sucrier du Kala Supérieur
OMH	Office Malien de l'Habitat
PDRM	Programme de Développement des Ressources Minérales
PIB	Produit Intérieur Brut
PNP	Produits Non Pétroliers
PP	Produits Pétroliers
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
SA	Société Anonyme
SEMOS	Société d'Exploitation des Mines d'Or de Sadiola
SOMILO	Société des Mines d'Or de Loulo
SOMISY	Société des Mines de Syama
SOGEM	Société de Gestion de l'Energie de Manantali
SOTELMA	Société des Télécommunications du Mali
TAV	Taxe Ad Valorem
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

I. INTRODUCTION

Contexte macroéconomique¹

Au quatrième trimestre 2018, l'exécution du budget d'Etat s'est effectuée dans un contexte marqué par une perte de vitesse de l'activité économique au niveau international.

Cette perte de vitesse intervient au moment où : (i) des normes antipollution sont introduites en Allemagne, (ii) des catastrophes naturelles surviennent au Japon, (iii) l'état d'esprit se détériore sur les marchés financiers, (iv) des incertitudes pèsent sur les politiques commerciales et (v) les perspectives de la Chine deviennent moins reluisantes. La production industrielle, en dehors des Etats-Unis a ralenti. Il en est de même pour la croissance du commerce mondial qui s'est établie à un niveau inférieur aux moyennes de 2017.

Par conséquent, l'estimation de la croissance mondiale a été révisée à la baisse de 0,2 point de pourcentage à la fin du troisième trimestre pour s'établir à **3,7%**.

Dans les pays émergents et en développement, dont l'Afrique subsaharienne, le taux de croissance du PIB est estimé à **4,6%** au lieu de **4,9%** initialement annoncé. En effet, le rehaussement des perspectives de croissance des pays exportateurs d'énergie est compensé par la révision à la baisse de celles d'autres pays dont l'Argentine, le Brésil, l'Iran et la Turquie, en raison de la hausse de leurs factures d'importation de pétrole, du durcissement des conditions financières, des tensions géopolitiques et d'autres facteurs qui leur sont propres.

Dans la zone UEMOA, le taux de croissance est projeté à **6,4%**, en repli de 0,4 point de pourcentage par rapport aux prévisions initiales de 2018, et en légère hausse par rapport à 2017 (**6,6%**). Quant au niveau général des prix à la consommation, il devrait augmenter et s'établir à **1,8%** contre **1,9%** initialement annoncé pour 2018.

Au niveau national, les perspectives macroéconomiques s'annoncent moins favorables en 2018 par rapport à 2017. Le taux de croissance, projeté à **5,1%**, est en recul de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2017. La variation des prix à la consommation en fin de période 2018 devrait augmenter beaucoup plus que prévu et atteindre **2,0%**².

¹Source : Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2018 et janvier 2019, Fonds Monétaire International.

²Source : Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, octobre 2018, Fonds Monétaire International.

Situation des finances publiques

Au quatrième trimestre 2018, la situation des finances publiques se présente moins reluisante que prévue. Le faible niveau de mobilisation des recettes a conduit à une régulation des dépenses. Les indicateurs de clôture de l'exercice affichent des niveaux inférieurs aux prévisions, soit un taux de pression fiscale de **12%** contre une prévision de **15,6%**, un solde budgétaire global, dons inclus de **4,8%** contre une prévision de **3,3%**.

Les ressources du budget d'Etat ont été réalisées au 31 décembre 2018 à hauteur de **1 631,140 milliards de FCFA** sur une prévision annuelle nette révisée de **2 255,960 milliards de FCFA**³, soit un taux de réalisation de **72,30%**.

Quant aux charges, elles ont été exécutées, à hauteur de **2 178,933 milliards de FCFA** sur une prévision annuelle révisée de **2 680,259 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **81,30%**.

Ces charges sont réparties entre cent quarante-huit (148) programmes, trois cent trente-neuf (339) actions, quatre cent soixante-dix-sept (477) objectifs et mille quatre-vingt-un (1081) indicateurs.

³ La révision concerne la majoration des prévisions de recettes des entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire de **897,620 millions de FCFA**, suivant l'Arrêté n° 2018-2039/MEF-SG du 22 juin 2018.

II. MOBILISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT

Les ressources inscrites au budget d'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

La situation de recouvrement des ressources de l'Etat au 31 décembre 2018 se présente comme suit :

Tableau 1. Situation de recouvrement des ressources de l'Etat.

	Objectif annuel 2018 (en milliards de FCFA)			Réalizations au 31/12/2018 (en milliards de FCFA)			Taux de réalisation/objectif annuel en %		
	Recettes budgétaires (1)	Ressources de trésorerie (2)	Total (3) = (1) + (2)	Recettes budgétaires (4)	Ressources de trésorerie (5)	Total (6) = (4) + (5)	Recettes budgétaires (7) = [(4) / (1)] *100	Ressources de trésorerie (8) = [(5) / (2)] *100	Total (9) = [(6) / (3)] *100
RESSOURCES REALISEES PAR LES SERVICES D'ASSIETTES ET DE RECOUVREMENT									
DGD	616,387	0,000	616,387	498,412		498,412	80,86		80,86
DGI	808,529	0,000	808,529	629,817		629,817	77,90		77,90
DNTCP	32,863	14,160	47,023	31,510	5,390	36,900	95,88	38,06	78,47
DND	243,161	10,178	253,339	82,511	3,707	86,218	33,93	36,42	34,03
DGABE	0,000	6,000	6,000		-	-		0,00	0,00
DGDP	0,000	10,371	10,371		6,858	6,858		66,13	66,13
TOTAL DES RESSOURCES / SERVICE	1 700,940	40,709	1 741,649	1 242,250	15,955	1 258,205	73,03	39,19	72,24
RECETTES DES BUDGETS ANNEXES	7,412		7,412	6,697		6,697	90,36		90,36
RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	116,613	0,000	116,613	65,240	-	65,240	55,95		55,95
APPUI BUDGETAIRES									
ABS	7,391	0,000	7,391	6,129		6,129	82,93		82,93
ABG (DONS)	26,200	0,000	26,200	42,527		42,527	162,32		162,32
ABG (PRETS)	0,000	87,700	87,700		98,897	98,897		112,77	112,77
TOTAL APPUI BUDGETAIRES	33,591	87,700	121,291	48,656	98,897	147,553	144,85	112,77	121,65
PRODUITS DES DONS PROJETS (BSI FIN. EXT.)	80,972	0,000	80,972	38,902		38,902	48,04		48,04
PRODUITS DES EMPRUNTS PROJETS (BSI FIN. EXT.)	0,000	169,028	169,028		95,549	95,549		56,53	56,53
RECETTES EXCEPTIONNELLES	18,995	0,000	18,995	18,993		18,993	99,99		99,99
TOTAL GENERAL	1 958,523	297,437	2 255,960	1 420,739	210,401	1 631,140	72,54	70,74	72,30

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, avril 2019.

Comme l'illustre le tableau 1, au 31 décembre 2018, les ressources du budget d'Etat ont été exécutées à **72,30%**. Les recettes budgétaires ont été réalisées à hauteur de **72,54%** tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à **70,74%**.

2.1. RECETTES BUDGETAIRES

Sur une prévision annuelle nette révisée⁴ de **1 958,523 milliards de FCFA**, les recouvrements de recettes budgétaires au 31 décembre 2018 se sont chiffrés à **1 420,739 milliards de FCFA**, soit un taux de recouvrement de **72,54%**.

2.1.1. Mobilisation des recettes budgétaires par les services d'assiettes et de recouvrement

Les recettes budgétaires recouvrées par les services d'assiettes et de recouvrement se chiffrent, au 31 décembre 2018, à **1 242,250 milliards de FCFA**, sur une prévision annuelle nette de **1 700,940 milliards de FCFA**. Ce montant correspond à un taux de réalisation de **73,03%** par rapport aux prévisions.

2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes

Conformément aux dispositions de l'article 34 de la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois de finances, les prévisions de recettes des entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) ont été majorées de **897,620 millions de FCFA**, par Arrêté n° 2018-2039/MEF-SG du 22 juin 2018.

Cette majoration porte les prévisions de recettes des budgets annexes à **7,412 milliards de FCFA**.

La situation de réalisation de ces recettes se présente comme suit :

Tableau 2. Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes.

	PREVISIONS 2018 (en milliards de FCFA) (1)	REALISATIONS AU 31/12/2018 (en milliards de FCFA) (2)	TAUX DE REALISATION en % (3) = [(2) / (1)] *100
Entrepôts maliens au Sénégal	2,684	3,521	131,18
Entrepôts maliens en Côte d'Ivoire	2,040	1,459	71,53
Entrepôts maliens au Togo	0,749	0,585	78,10
Entrepôts maliens en Guinée	0,691	0,403	58,30
Entrepôts maliens en Mauritanie	0,600	0,401	66,73
Entrepôts maliens au Ghana	0,647	0,328	50,71
TOTAL BUDGETS ANNEXES	7,412	6,697	90,36

Source : DGB, à partir des données fournies par les entrepôts du Mali à l'étranger, avril 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 2 que plus de **50%** des recettes réalisées par les entrepôts du Mali à l'étranger au 31 décembre 2018, l'ont été au Sénégal.

Les facteurs explicatifs des écarts enregistrés par rapport aux prévisions et les perspectives sont ci-dessous présentés.

⁴La valeur nette des prévisions de recettes est égale à la valeur brute moins les crédits de TVA.

◆ **Pour les entrepôts du Mali en Guinée (EMAGUI) :**

Les réalisations au 31 décembre font ressortir un gap de **(288,323 millions de FCFA)**. Ce gap se justifie principalement par :

- le faible taux de réalisation des prestations d'évacuation des marchandises (**31,58%**) lié à la perturbation du trafic par la dégradation du réseau routier et l'effondrement d'un pont ;
- la faible réalisation des prévisions de recettes, au titre de la lettre de voiture internationale (**58,23%**) ;
- l'ineffectivité de l'entrepôt, les magasins étant cédés en location directe ;
- le faible niveau de perception de la redevance maritime, suite à son application tardive en raison de la résistance de certains armateurs.

En termes de perspectives, les prévisions de recettes, au titre de la location des magasins, pourraient être réalisées à plus de 90% par suite de la relecture des différents contrats de location entre les EMAGUI et leurs partenaires. La mise en application de l'arrêté n° A-2018-3288-MT-CAB du 12 avril 2018 portant institution de la *redevance armatoriale* au port de Conakry devrait également améliorer le niveau de perception des recettes.

◆ **Pour les entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :**

Les réalisations au 31 décembre font ressortir un gap de **(164,138 millions de FCFA)**. Ce gap se justifie essentiellement par :

- le faible taux de réalisation des recettes diverses (**23,67%**), en raison de la faiblesse du trafic ;
- le faible niveau de recouvrement des prestations sur les hydrocarbures (**59,85%**), imputable à la faiblesse du trafic ;
- le faible niveau de recouvrement des loyers pour les magasins (**34,44%**).

◆ **Pour les entrepôts du Mali au Ghana (EMAGHA) :**

Les réalisations au 31 décembre font ressortir un gap de **(318,639 millions de FCFA)**. Ce gap se justifie par :

- le faible taux de réalisation de la redevance d'évacuation à l'importation en raison de la faible fréquentation du corridor, la multiplicité des postes de contrôle, les perceptions illicites, la limitation des charges avec l'application du règlement 14 de l'UEMOA, la barrière linguistique et surtout la fluctuation du cedi ghanéen suivant le cours du dollar ;
- la non perception de redevance d'évacuation à l'exportation parce qu'aucune marchandise en provenance du Mali n'est évacuée par le port de Tema ;
- le faible niveau de recouvrement des recettes locatives, en raison de la baisse des frais de location des terre-pleins et la prolifération des ponts bascules de pesage dans le port ;
- le faible taux de réalisation des produits sur hydrocarbures, en raison du caractère contraignant de la politique ghanéenne de réorganisation du secteur pétrolier pour les opérateurs.

2.1.3. Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor

Les prévisions de recettes inscrites dans la loi de finances 2018 pour les comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à **116,613 milliards de FCFA**.

La situation de réalisation de ces recettes se présente comme suit :

Tableau 3. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.

LIBELLES	(en milliards de FCFA)			TAUX DE REALISATION en % (4) = [(2) / (1)] *100
	PREVISIONS LF 2018 (1)	REALISATIONS AU 31/12/2018 (2)	ECARTS (3) = (2) - (1)	
Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM)	0,515		- 0,515	0,00
Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière (FAPRP)	1,264	0,269	- 0,995	21,28
Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts (FAPFo)	1,021	0,296	- 0,725	28,99
Fonds d'Aménagement et de Protection de la faune (FAPFa)	0,279	0,866	0,587	310,39
Fonds d'Appui Autonomisation Femme et Epanouissement Enfant (FAFE)	0,800		- 0,800	0,00
Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières	0,350	0,225	- 0,125	64,29
Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA)	5,000		- 5,000	0,00
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique	2,617		- 2,617	0,00
Fonds de remboursement de Crédits de TVA	61,786	55,236	- 6,550	89,40
Fonds National pour le Développement de la Statistique (FNDS)	2,981		- 2,981	0,00
Fonds de Développement Durable (FDD)	40,000	8,348	- 31,652	20,87
TOTAL COMPTES SPECIAUX	116,613	65,240	- 51,373	55,95

Source : DNTCP, avril 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 3 que le montant des recettes mobilisées à la date du 31 décembre 2018 s'élève à **65,240 milliards de FCFA** dont **55,236 milliards de FCFA** réalisés par le Fonds de remboursement de crédits de TVA ; soit un taux de réalisation de **55,95%** par rapport à l'objectif annuel. Le taux de réalisation le plus élevé est enregistré au niveau du Fonds d'aménagement et de protection de la faune, soit **310,39%** des prévisions.

2.1.4. Mobilisation des appuis budgétaires

Les appuis budgétaires inscrits au budget d'Etat sont constitués des dons au titre de l'appui budgétaire général (ABG) et des appuis budgétaires sectoriels (ABS).

Pour l'exercice budgétaire 2018, il est prévu de mobiliser **33,591 milliards de FCFA** au titre de ces appuis.

Les ressources inscrites dans la loi de finances 2018 au titre des dons de l'ABG, s'élèvent à **26,200 milliards de FCFA**, constituées uniquement des dons de l'Union Européenne.

Quant aux prévisions de ressources de l'ABS, elles se chiffrent à **7,391 milliards de FCFA** dans la loi de finances 2018. Elles sont constituées :

- de l'ABS décentralisé de la Coopération Suisse à hauteur de **4,946 milliards de FCFA** ;
- de l'ABS du Canada en faveur de la Santé pour **1,576 milliard de FCFA** et de l'éducation pour **869 millions de FCFA**.

La situation de décaissement de ces appuis se présente comme suit :

Tableau 4. Situation de décaissement des appuis budgétaires.

STRUCTURES	(en milliards de FCFA)			
	Objectif (1)	Réalisations au 31/12/2018 (2)	Ecart par rapport à l'objectif annuel (3) = (1) - (2)	Taux de réalisation/objectif (en %) (4) = (2) / (1)*100
ABS	7,391	6,129	1,262	82,93
ABG (DONS)	26,200	42,527	-16,327	162,32
Total Appuis Budgétaires	33,591	48,656	-15,065	144,85

Source : DNTCP, avril 2019.

Comme l'illustre le tableau 4, les décaissements effectués par les partenaires techniques et financiers au titre de l'ABS se chiffrent à **6,129 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **82,93%** par rapport aux prévisions annuelles. Ces décaissements ont été effectués par le Canada et la Suisse.

Par ailleurs, **42,527 milliards de FCFA** ont été décaissés par l'Union européenne et le Groupe de la Banque mondiale au titre des dons de l'ABG, soit un taux de réalisation de **162,32%** par rapport aux prévisions annuelles.

2.1.5. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur)

Pour l'exercice budgétaire 2018, des crédits d'un montant de **80,972 milliards de FCFA** ont été inscrits au budget d'Etat, au titre des dons projets et legs.

Sur ce montant, **38,902 milliards de FCFA** ont été réalisés au 31 décembre 2018, soit un taux de réalisation par rapport à l'objectif annuel de **48,04%**.

La répartition de ces réalisations par ministère se présente comme suit :

Tableau 5. Répartition des dons projets par ministère.

MINISTERES	Etat d'exécution cumulée au 31 décembre 2018 (en milliards de FCFA)	Part de chaque ministère (en %)
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1,690	4,34
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	-	0,00
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3,221	8,28
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	12,939	33,26
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	0,266	0,68
MINISTERE DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	-	0,00
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	-	0,00
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	2,008	5,16
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	12,540	32,23
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	,	0,00
MINISTERE DU COMMERCE	0,372	0,96
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	5,814	14,95
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	0,052	0,13
TOTAL	38,902	

Source : DNP, avril 2019.

Il ressort du tableau 5 que les décaissements les plus importants réalisés au titre des dons projets ont été enregistrés au niveau des ministères de l'agriculture (**33,26%** des décaissements), de l'énergie et de l'eau (**32,23%** des décaissements), de l'économie et des finances (**14,95%** des décaissements).

2.1.6. Mobilisation des recettes exceptionnelles

Les prévisions de recettes exceptionnelles dans la loi de finances 2018 se chiffrent à **18,995 milliards de FCFA**. Elles sont constituées uniquement de recettes de remise et d'annulation de dette au titre de l'initiative PPTE⁵.

Leurs réalisations au 31 décembre 2018 s'élèvent à **18,993 milliards de FCFA**, dont **17,573 milliards de FCFA** en principal et **1,421 milliard de FCFA** en intérêts, soit un taux de réalisation de **99,99%** par rapport à l'objectif annuel.

2.2. RESSOURCES DE TRESORERIE

Les ressources de trésorerie sont constituées (i) des produits de cessions d'actifs, (ii) des remboursements des prêts et avances, (iii) des emprunts obligataires et (iv) des dépôts sur les comptes des correspondants. Ces ressources sont réalisées par la Direction Nationale des Domaines (DND), la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), la Direction Générale de la Dette publique (DGDP), et par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP).

⁵PPTE : Pays Pauvres Très Endettés.

De manière globale, les prévisions de ressources de trésorerie ont été réalisées, à la fin du quatrième trimestre, à hauteur de **70,74%**, soit un montant recouvré de **210,401 milliards de FCFA**, sur une prévision annuelle de **297,437 milliards de FCFA**.

Le tableau 6 présente la situation d'exécution des ressources de trésorerie au 31 décembre 2018 par rapport aux objectifs annuels.

Tableau 6. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.

RESSOURCES	(En milliards de FCFA)		TAUX DE REALISATION (en %) (3) = [(2)/(1)]*100
	PREVISIONS LF 2018 (1)	REALISATIONS AU 31/12/2018 (2)	
Produits provenant de la cession des actifs	16,178	3,707	22,91
<i>Aliénations du domaine mobilier</i>	0,353	0,466	
<i>Aliénations du domaine immobilier</i>	9,825	3,241	
<i>Recettes de privatisation</i>	6,000	-	
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	256,728	194,446	75,74
<i>Produits des emprunts projets</i>	169,028	95,549	
<i>Produits des emprunts programmes</i>	87,700	98,897	
Dépôts sur les comptes des correspondants	14,160	5,390	38,06
Remboursement de prêts et avances	10,371	6,858	66,13
TOTAL RESSOURCES DE TRESORERIE	297,437	210,401	70,74

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, avril 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 6 qu'au 31 décembre 2018, les réalisations au titre des produits de cessions des actifs se sont élevées à **3,707 milliards de FCFA**, sur une prévision annuelle de **16,178 milliards de FCFA**, dégageant ainsi un gap de **(12,471 milliards de FCFA)** qui correspond à un taux de réalisation de **22,91%**. Ces produits se répartissent entre les recettes d'aliénations d'immeubles et de titres fonciers réalisées par la DND, pour **3,241 milliards de FCFA**, ainsi que celles issues des réformes de matières et matériels effectuées par la DGABE et versées aux guichets de la DND pour **466 millions de FCFA**.

Sur la même période, les remboursements des prêts et avances se sont chiffrés à **6,858 milliards de FCFA**, sur une prévision annuelle de **10,371 milliards de FCFA**. Le gap s'élève à **(3,513 milliards de FCFA)**, correspondant à un taux de réalisation de **66,13%**.

Les dépôts sur les comptes des correspondants du Trésor, au 31 décembre 2018, s'élèvent à **5,390 milliards de FCFA**, sur une prévision annuelle de **14,160 milliards de FCFA**, soit un écart de réalisation de **(8,770 milliards de FCFA)**, correspondant à un taux de réalisation de **38,06%**.

Enfin, au titre des produits des emprunts à court, moyen et long termes, il a été enregistré, au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018, un décaissement de **194,446 milliards de FCFA** sur une prévision de **256,728 milliards de FCFA**. Ce montant se répartit entre les produits :

- des emprunts programmes pour **98,897 milliards de FCFA** (dont **6,972 milliards de FCFA** décaissés par la Banque africaine de Développement, **75,592 milliards de FCFA** par le Fonds monétaire international et **16,333 milliards de FCFA** par le Groupe de la Banque mondiale) ;

- des emprunts projets inscrits au BSI pour **95,549 milliards de FCFA**.

Par rapport aux prévisions annuelles, le taux de réalisation de ces produits s'élève à **75,74%**.

Le détail des réalisations, au titre des produits des emprunts projets, se présente comme suit :

Tableau 7. Répartition des produits des emprunts projets par ministère.

MINISTERES	Etat d'exécution cumulée au 31 décembre 2018 (en milliards de FCFA)	Part de chaque ministère (en %)
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	-	0,00
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	13,478	14,11
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	9,181	9,61
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	33,355	34,91
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	5,968	6,25
MINISTERE DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	-	0,00
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	0,190	0,20
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1,287	1,35
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	24,983	26,15
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	5,375	5,63
MINISTERE DU COMMERCE	-	0,00
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1,732	1,81
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	-	0,00
TOTAL	95,549	

Source : DNP, avril 2019.

Il apparait dans le tableau 7 que les décaissements les plus importants réalisés au titre des prêts projets ont été enregistrés au niveau des départements de l'agriculture (**34,91%** des décaissements), de l'énergie et de l'eau (**26,15%** des décaissements), de l'équipement et des infrastructures (**14,11%** des décaissements).

2.3. ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES GLOBALES PAR SERVICE

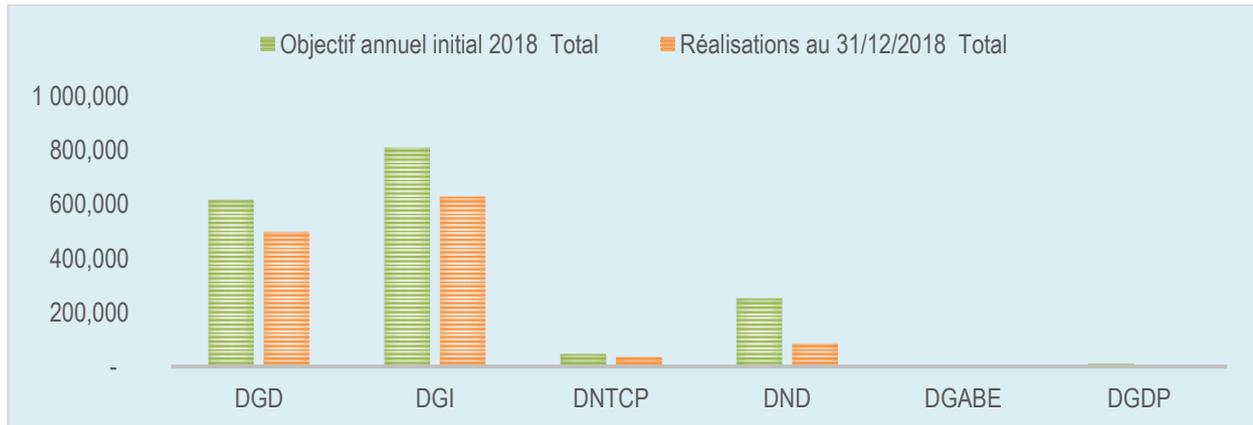
Prévues à hauteur de **1 741,649 milliards de FCFA** en valeur nette⁶, les réalisations des services d'assiettes et de recouvrement se chiffrent à **1 258,205 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **72,24%**. Ces recouvrements représentent **77,14%** du total des recettes recouvrées.

En sus des **1 242,250 milliards de FCFA** de recettes budgétaires sus-indiquées (Cf. *supra point 2.1.1*), elles intègrent **15,955 milliards de FCFA** de ressources de trésorerie correspondant aux dépôts sur les comptes des correspondants, aux produits de cessions d'actifs et aux remboursements de prêts et avances.

La situation des recouvrements ainsi que la part de chaque service dans le total des ressources mobilisées sont présentées dans les graphiques 1 et 2.

⁶ La valeur nette des prévisions de ressources est égale à la valeur brute nette des crédits de TVA.

Graphique 1. Situation des recouvrements par service.

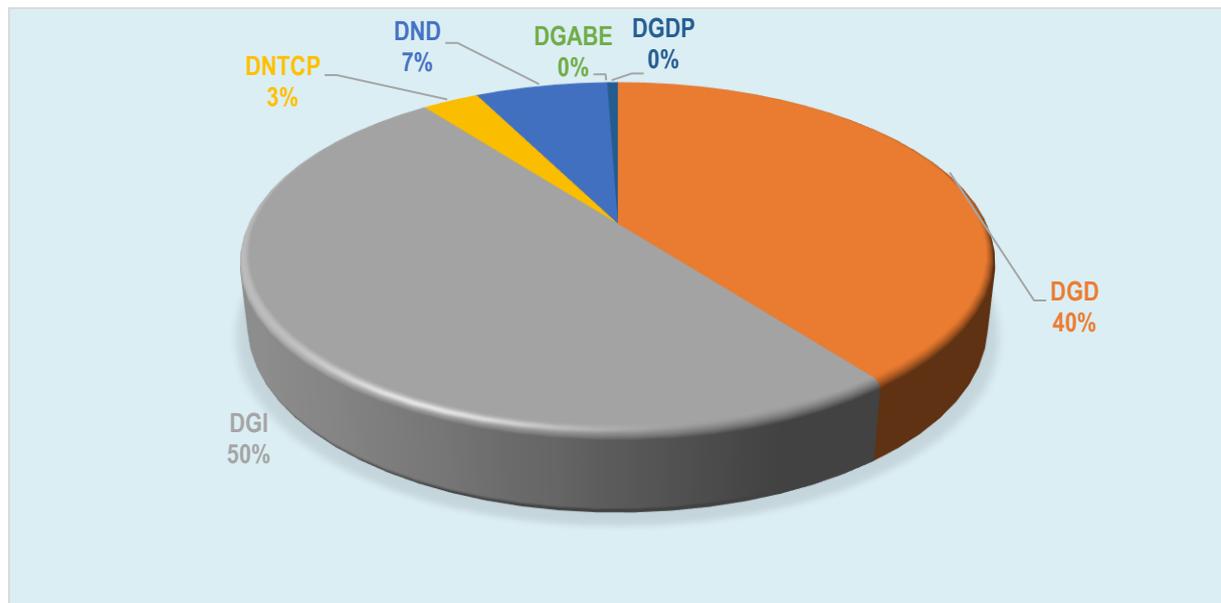


Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, avril 2019.

Il apparaît dans le graphique 1 que le taux de réalisation le plus élevé a été enregistré par la Direction générale des douanes (**80,86%**), suivie par la Direction générale des impôts (**77,90%**).

En termes de parts réalisées dans le total des ressources mobilisées au 31 décembre 2018, celle de la Direction générale des impôts s'élève à **50%** et celle de la Direction générale des douanes à **40%**, comme schématisées dans le graphique 2.

Graphique 2. Part des recouvrements des services dans le total des ressources.



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, avril 2019.

DIRECTION GENERALE DES DOUANES

A. Rappel des objectifs quantifiés

Pour l'exercice 2018, les prévisions de recouvrement des recettes budgétaires douanières ont été fixées, dans la loi de finances de 2018, à **641,100 milliards FCFA** dont **209,100 milliards FCFA** sur les produits pétroliers et **432 milliards FCFA** sur les autres marchandises⁷. A titre de rappel, les prévisions de recettes budgétaires de la Direction Générale des Douanes (DGD) en 2017, étaient de **586,591 milliards de FCFA**, soit une hausse de **9,3%**.

B. Réalisations des recettes douanières

Tableau 8. Situation des réalisations de recettes douanières.

PREVISIONS ET REALISATIONS DE RECETTES AU 31 DECEMBRE 2018 (en milliards de FCFA)																
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Cumul au 31 décembre 2018	Octobre	Novembre	Décembre	Cumul au 31 décembre 2018	PREV- 2018	
PP	Réalisations	12,341	12,996	15,999	10,210	14,298	2,317	14,950	18,532	10,834	112,477	11,037	8,059	6,691	138,264	209,100
	Prévisions	16,728	16,728	16,728	17,774	18,192	18,192	18,192	17,774	17,774	158,082	17,145	17,145	16,728	209,100	
	Ecarts	-4,387	-3,732	-0,729	-7,564	-3,894	-15,875	-3,242	0,758	-6,940	-45,605	-6,108	-9,086	-10,037	-70,836	
	couverture	73,77%	77,69%	95,64%	57,44%	78,59%	12,74%	82,18%	104,26%	60,95%	71,15%	64,37%	47,00%	40,00%	66,12%	
PNP	Réalisations	33,497	32,244	40,018	35,241	34,856	17,879	37,845	32,107	26,168	289,855	19,089	26,854	24,350	360,148	432,000
	Prévisions	34,502	35,570	36,024	36,798	36,617	36,871	35,372	34,298	35,955	322,007	36,348	37,002	36,643	432,000	
	Ecarts	-1,005	-3,326	3,994	-1,557	-1,761	-18,992	2,473	-2,191	-9,787	-32,152	-17,259	-10,148	-12,293	-71,852	
	couverture	97,09%	90,65%	111,09%	95,77%	95,19%	48,49%	106,99%	93,61%	72,78%	90,02%	52,52%	72,57%	66,45%	83,37%	
TOTAL	Réalisations	45,838	45,240	56,017	45,450	49,154	20,196	52,795	50,638	37,002	402,330	30,126	34,913	31,040	498,412	641,100
	Prévisions	51,230	52,298	52,752	54,572	54,809	55,063	53,564	52,072	53,729	480,089	53,493	54,147	53,371	641,100	
	Ecarts	-5,392	-7,058	3,265	-9,122	-5,655	-34,867	-0,769	-1,434	-16,727	-77,759	-23,367	-19,234	-22,331	-142,688	
	couverture	89,47%	86,50%	106,19%	83,28%	89,68%	36,68%	98,56%	97,25%	68,87%	83,80%	56,32%	64,48%	58,16%	77,74%	

Source : DGD, avril 2019.

⁷ Prévisions exprimées en valeurs brutes, c'est-à-dire, y compris les crédits de TVA.

Comme l'illustre le tableau 8, sur une prévision brute de recettes de **641,100 milliards de FCFA**, la Direction générale des douanes a réalisé **498,412 milliards de FCFA** au 31 décembre 2018, soit un taux de réalisation de **77,74%** et un gap nominal de (**142,888 milliards de FCFA**). Sur ce gap, (**70,836 milliards de FCFA**) ont été enregistrés sur les produits pétroliers et (**71,852 milliards de FCFA**) sur les produits non pétroliers.

Les raisons de la contreperformance du quatrième trimestre 2018 ne sont pas différentes de celles qui ont prévalu durant toute l'année, il s'agit notamment de :

- l'impact des effets de la tendance haussière du cours du baril en 2018 ;
- l'impact de la situation sécuritaire de plus en plus précaire.

C. Perspectives de recouvrement pour le premier trimestre 2019

Tableau 9. Perspectives de recouvrement de recettes douanières au 31 mars 2019.

(En milliards de FCFA)

	Janvier	Février	Mars	Total des prévisions pour le 1 ^{er} trimestre 2019	Prévisions 2019
PP	17,600	17,600	17,600	52,800	220,000
PNP	37,465	38,625	39,118	115,208	469,100
TOTAL	55,065	56,225	56,718	168,008	689,100

Source : DGD, avril 2019.

Sur les **689,100 milliards de FCFA** de prévisions de recettes pour la DGD en 2019, il est prévu de réaliser **168,008 milliards de FCFA** au 1^{er} trimestre 2019, soit **24,38%** de l'objectif annuel. La répartition mensuelle de ces prévisions se présente ainsi :

- janvier : **55,065 milliards de FCFA** ;
- février : **56,255 milliards de FCFA** ;
- mars : **56,718 milliards de FCFA**.

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

Les objectifs de recettes assignés à la Direction Générale des Impôts (DGI) dans la loi de finances 2018 s'élèvent à **845,602 milliards de FCFA**.

A. Analyse générale

En fin décembre 2018, il a été réalisé **629,817 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **74,48%** et un gap annuel de **215,785 milliards de FCFA**.

B. Analyse comparative

La situation comparative des prévisions et des réalisations aux 31 décembre 2017 et 2018 se présente comme suit :

Tableau 10. Situation des réalisations de 2017 et 2018 par grande masse d'impôt.

DESIGNATION DES IMPÔTS	EXERCICE 2017			EXERCICE 2018		
	Prévisions au 31 décembre (en milliards de FCFA) (1)	Réalisations au 31 décembre (en milliards de FCFA) (2)	Taux de réalisation en % (3) = [(2) / (1)] * 100	Prévisions au 31 décembre (en milliards de FCFA) (4)	Réalisations au 31 décembre (en milliards de FCFA) (5)	Taux de réalisation en % (6) = [(5) / (4)] * 100
Impôts directs	429,595	415,567	96,73	458,285	338,890	73,95
Impôts indirects	337,657	340,621	100,88	361,945	256,352	70,83
Droits d'enregistrements et de timbre	23,688	36,052	152,20	25,392	34,575	136,16
TOTAL	790,940	792,240	100,16	845,602	629,817	74,48

Source : DGI, avril 2019.

Comme l'indique le tableau 10, les prévisions de recettes assignées à la DGI au quatrième trimestre 2018 étaient de **845,602 milliards de FCFA**. Les réalisations totales au 31 décembre 2018 se sont chiffrées à **629,817 milliards de FCFA** ; soit un taux de réalisation de **74,48%** et un gap de **(215,785 milliards de FCFA)**.

Ces réalisations sont inférieures à celles de la même période de 2017, qui s'élevaient à **792,240 milliards de FCFA** sur une prévision de **790,940 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **100,16%**.

Les écarts enregistrés sur la période par grande masse d'impôts se présentent comme suit :

- impôts directs : gap de **(119,375 milliards de FCFA)** ;
- impôts indirects : gap de **(105,593 milliards de FCFA)** ;
- droits d'enregistrement et timbre : dépassement de **(9,183 milliards de FCFA)**.

C. Explication sommaire du gap enregistré au 31 décembre 2018

Les écarts de recouvrement enregistrés par rapport aux objectifs fixés pour la période écoulée, s'expliquent essentiellement par les éléments ci-dessous :

- **au titre des recouvrements sur les résultats des contrôles** : sur un potentiel recouvrable estimé à **72,477 milliards de FCFA** dans la stratégie de recouvrement des résultats des contrôles, **65,796 milliards de FCFA** ont été proposés en transaction sur lesquels, seulement **2 milliards de FCFA** ont été recouvrés ;
- **au titre des restes à recouvrer (RAR)** : sur **31 milliards de FCFA** de recettes attendues, il a été recouvré **7,588 milliards de FCFA**, dont **4 milliards de FCFA** auprès du groupe Rand Gold sur **15 milliards de FCFA** attendus ;
- **au titre des acomptes IS/IBIC** : un gap de **19 milliards de FCFA** a été réalisé sur les **46 milliards de FCFA** attendus. Ce gap se répartit entre les sociétés ainsi qu'il suit :
 - 7,646 milliards de FCFA au titre du 3^{ème} acompte de GOUNKOTO ;
 - 7,468 milliards de FCFA au compte de la SOMILO ;
 - 0,982 milliards de FCFA au compte de la SEMOS ;
 - 1,409 milliards de FCFA au compte de la SOMISY et ;
 - 0,278 milliards de FCFA au compte de la SOTELMA.
- **au titre de la retenue à la source de la TVA** : Il a été réalisé **7,251 milliards de FCFA** sur **30,660 milliards de FCFA** attendus, en raison du faible niveau d'exécution des crédits budgétaires en 2018.

Le gap enregistré au 31 décembre 2018 s'explique, en partie, par l'arrêt précoce des écritures. Les mesures correctives identifiées et mises en œuvre, notamment, celles relatives au contrôle fiscal, ont connu un retard dans leur aboutissement.

Toutefois, au regard des résultats obtenus en fin d'année en termes d'émissions, ces mesures produiront certainement des résultats au premier semestre 2019.

DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Les prévisions cumulées de recettes à réaliser par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité publique (DNTCP), à la date du 31 décembre 2018, s'élèvent à **32,863 milliards de FCFA** dont **23,245 milliards de FCFA** d'impôts et taxes, **9,350 milliards de FCFA** provenant du PMU-Mali et **0,268 milliard de FCFA** provenant du casino.

La situation d'exécution de ces prévisions et les perspectives de recouvrement pour le premier trimestre 2019 sont ci-dessous présentées.

A. Prévisions et réalisations de recettes au 31 décembre 2018

La situation d'exécution des recettes de la DNTCP, au 31 décembre 2018, se présente comme suit :

Tableau 11. Prévisions et réalisations de recettes au 31 décembre 2018.

(En milliards de FCFA)

	Cumul au 30 septembre 2018		4 ^{ème} trimestre 2018						Cumul au 31 décembre 2018	
	Prévision	Réalisation	Octobre		Novembre		Décembre		Prévision	Réalisation
			Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation		
Impôts et Taxes	16,782	19,030	2,156	2,240	2,15	2,136	2,156	1,141	23,245	24,547
PMU-Mali	7,011	5,096	0,779	0,532	0,779	0,545	0,779	0,599	9,350	6,772
Casino	0,198	0,141	0,022	0,016	0,022	0,016	0,023	0,018	0,268	0,191
TOTAL	23,991	24,267	2,957	2,788	2,957	2,697	2,958	1,758	32,863	31,510

Source : DNTCP, avril 2019.

La lecture du tableau 11 indique que les recettes cumulées recouvrées par la DNTCP au 31 décembre 2018 s'élèvent à **31,510 milliards de FCFA** dont **24,547 milliards de FCFA** au titre des impôts et taxes, **6,772 milliards de FCFA** de recettes provenant du PMU-Mali et **0,191 milliard de FCFA** recouverts au niveau du casino.

Par rapport aux prévisions cumulées au 31 décembre 2018, il se dégage un gap de **(1,353 milliards de FCFA)**, soit un taux de recouvrement de **95,88%**.

S'agissant des impôts et taxes, il se dégage un taux de réalisation de **105,60%**.

B. Perspectives de recouvrement du premier trimestre 2019

Le tableau 12 présente les perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le premier trimestre de l'exercice 2019.

Tableau 12. Perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP au 1^{er} trimestre 2019.

(En milliards de FCFA)

	PREVISIONS DU 1 ^{er} TRIMESTRE 2019			TOTAL
	Janvier	Février	Mars	
Impôts et Taxes	2,184	1,879	2,128	6,191
PMU	0,818	0,818	0,818	2,454
Casino	0,023	0,023	0,023	0,069
TOTAL	3,025	2,720	2,969	8,714

Source : DNTCP, avril 2019.

Comme l'indiquent les données du tableau 12, les prévisions de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le premier trimestre 2019 s'élèvent à **8,714 milliards de FCFA** dont **6,191 milliards de FCFA** d'impôts et taxes, **2,454 milliards de FCFA** de recettes provenant du PMU-Mali et **69 millions de FCFA** de recettes provenant du casino.

Ces prévisions sont réparties mensuellement comme suit :

- Janvier : **3,025 milliards de FCFA** ;
- Février : **2,720 milliards de FCFA** ;
- Mars : **2,969 milliards de FCFA**.

La répartition mensuelle des perspectives de recouvrement des recettes provenant du casino au cours du premier trimestre 2019, est de **23 millions de FCFA** par mois.

Concernant les prévisions mensuelles de réalisations des recettes du PMU-Mali, il est prévu un recouvrement de **818 millions de FCFA** pour les mois de janvier, février et mars 2019.

En ce qui concerne le recouvrement des impôts et taxes :

- **2,184 milliards de FCFA** sont prévus en janvier ;
- **1,879 milliards de FCFA** en février ;
- **2,128 milliards de FCFA** en mars.

La DNTCP est en train de prendre les dispositions nécessaires pour l'atteinte de son objectif de recettes au titre de l'exercice budgétaire 2019, notamment, un meilleur suivi des recettes de chancellerie et des régies dont celle des passeports.

DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES

Les réalisations de recettes de la Direction Nationale des Domaines (DND) au quatrième trimestre 2018 ainsi que les perspectives de recouvrement pour l'exercice 2019, sont ci-dessous présentées.

A. Prévisions

Les objectifs de recettes assignés à la DND par la loi de finances 2018 s'élèvent à **253,339 milliards de FCFA**, soit une augmentation de **75,539 milliards de FCFA** par rapport à 2017.

Cette prévision intègre les produits issus de la vente d'une licence téléphonique pour **80 milliards de FCFA**, le reliquat du renouvellement de la licence Orange-Mali pour **20 milliards de FCFA**, la vente de la licence 4G à la société MALITEL pour **33 milliards de FCFA** et l'augmentation des dividendes des sociétés minières et des recettes issues de la taxe ad valorem en raison de la rentrée en production des mines d'or de Fékola et Komana.

B. Réalisations

Au 31 décembre 2018, la contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes s'est chiffrée à **86,218 milliards de FCFA** ; soit un taux de réalisation de **34,03%**, contre **90%** à la même période en 2017. Le taux de recouvrement par rapport aux prévisions annuelles se chiffre à **34,03%**.

Le tableau 13 présente la situation des recouvrements de ressources par la DND par nature de recette, à la fin du quatrième trimestre.

Tableau 13. Situation de réalisation des prévisions de recettes de la DND.

NATURE	(en milliards de FCFA)			Taux de réalisation en %
	Prévisions au 31 décembre 2018	Réalisations au 31 décembre 2018	Ecart	
Taxe ad valorem	41,837	27,246	- 14,591	65,12
Dividendes des sociétés minières	28,348	7,201	- 21,147	25,40
Dividendes des autres sociétés	22,538	15,726	- 6,812	69,78
Droits d'enregistrement	12,665	7,547	- 5,118	59,59
Aliénations d'immeubles	9,825	3,241	- 6,584	32,99
Droits de conservation foncière	1,594	1,721	0,126	107,93
Taxe sur la plus-value de cession	1,111	1,370	0,259	123,30
Redevances <i>superficiaires</i>	0,403	0,372	- 0,032	92,12
Droit de timbres	0,510	0,401	- 0,109	78,57
Concessions ordinaires	133,447	20,418	- 113,029	15,30
Taxe sur frais d'édilité	0,365	0,319	- 0,046	87,48
Aliénations de meubles	0,353	0,466	0,113	131,88
Taxe d'extraction	0,215	0,107	- 0,108	49,60
Pénalités	0,054	0,024	- 0,029	45,70
Enregistrement des locations verbales	0,032	0,015	- 0,017	46,79
Loyers administratifs	0,029	0,031	0,002	107,80
Prélèvement honoraires greffiers	0,014	0,015	0,000	102,65
TOTAL	253,339	86,218	- 167,121	34,03

Source : DND, avril 2019.

A la lecture du tableau 13, il ressort un gap de **(167,120 milliards de FCFA)** qui s'explique essentiellement par :

- le faible niveau de réalisation des concessions ordinaires (**15,30%**) en raison du non-paiement des frais d'acquisition de la licence 4G par Malitel et l'ineffectivité de la cession de licence à un quatrième opérateur téléphonique ;
- le faible niveau de réalisation des dividendes des sociétés minières (**25,40%**), du fait de la baisse des bénéfices distribués par GOUNKOTO et SEMOS en 2018 et au non-paiement de dividendes par les autres sociétés en production ; il est à noter que la distribution de bénéfices est largement tributaire de facteurs exogènes (prix de l'or, dispositions des conventions d'établissement de certaines sociétés, décisions des Conseils d'Administration et Assemblées Générales des sociétés, etc.) ;
- la baisse des recouvrements de taxe ad valorem (TAV) et de dividendes des autres sociétés par rapport à 2017, en raison, respectivement, (i) du non-paiement de la Taxe Ad Valorem (TAV) par certaines sociétés minières relevant du code de 1999 et des difficultés liées au paiement par compensation, (ii) de la baisse des bénéfices distribués par la SOTELMA.

Les barèmes élevés appliqués aux prix de cession ont également eu une incidence négative sur le niveau de mobilisation de ressources par la DND.

C. Perspectives de recouvrement pour l'exercice 2019

Les objectifs de réalisation de ressources assignés à la DND pour l'exercice 2019 sont présentés dans le tableau 14.

Tableau 14. Prévisions de recettes de la DND pour l'exercice 2019.

(En milliards de FCFA)

NATURE	Prévisions 2018	Prévisions 2019
Taxe ad valorem	41,837	36,382
Dividendes des sociétés minières	28,348	27,218
Dividendes des autres sociétés	22,538	22,538
Droits d'enregistrement	12,665	6,600
Aliénations d'immeubles	9,825	14,050
Droits de conservation foncière	1,594	1,094
Taxe sur la plus-value de cession	1,111	1,111
Redevances <i>superficiaries</i>	0,403	0,410
Droit de timbres	0,510	0,600
Concessions ordinaires	133,447	12,110
Taxe sur frais d'édilité	0,365	0,365
Aliénations de meubles	0,353	0,385
Taxe d'extraction	0,215	0,215
Pénalités	0,054	0,050
Enregistrement des locations verbales	0,032	0,042
Loyers administratifs	0,029	0,100
Prélèvement honoraires greffiers	0,014	0,030
TOTAL	253,339	123,300

Source : DND, avril 2019.

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

L'objectif de recouvrement des prêts rétrocédés pour l'année 2018 est de **10,371 milliards de FCFA**.

La situation d'exécution à la date du 31 décembre 2018 s'élève à **6,858 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **66,13%**.

L'écart considérable enregistré entre les réalisations et les prévisions est dû au non-paiement des échéances de la Société de Gestion de l'Energie de Manantali (SOGEM) et du Nouveau Complexe Sucrier du Kala Supérieur SA (N-SUKALA), qui n'arrivent pas à honorer, à bonne date, leurs engagements au titre des emprunts rétrocédés.

Les perspectives de recouvrement du premier trimestre 2019 se chiffrent à **3,151 milliards de FCFA**.

La Direction Générale de la Dette Publique (DGDP) continuera à recouvrer les échéances courantes de dettes et à réclamer le paiement des arriérés avec l'assistance des autres services du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF).

Le tableau 15 présente la situation des recouvrements des prêts rétrocédés au quatrième trimestre 2018.

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 31 DECEMBRE 2018

Tableau 15. Recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP.

(En millions de FCFA)

ORGANISMES	janvier		février		mars		avril		mai		juin		juillet		août		septembre		octobre		novembre		décembre		TOTAL GENERAL	
	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.	prév.	réal.
BNDA				12	9			9	407	407	12			12			8	8			406	407	12		854	855
EDM-SA											125				125								125	125	250	250
SOGEM	207		1 131		228		959				1 485	207		1 115		222		941					1926	5 010	3 411	
BDM-SA							83		83									75	75					158	158	
SOTELMA-SA							7		7									6	7					13	14	
N-SUKALA					1 898	1 885										1 883								3 781	1 885	
BMS-SA					140	154												151	145					305	285	
Total	207	-	1 131	12	2 135	2 025	1 203	9	407	497	137	1 485	207	12	1 115	125	2 113	8	1 173	227	406	407	137	2 051	10 371	6 858
Cumul		-		12		2 037		2 046		2 543		4 028		4 040		4 165		4 173		4 400		4 807		6 858		6 858
Taux de réalisation	0,00		1,06		94,85		0,75		122,11		1083,94		5,80		11,21		0,38%		19,35		100,25		1 497,08		66,13	

Source : DGDP, avril 2019.

DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ETAT

Les recettes de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE) proviennent essentiellement des produits de vente des actifs des sociétés privatisées ou liquidées.

En 2018, il a été inscrit dans la loi des finances des prévisions de recettes de cessions d'immobilisations incorporelles de **6 milliards de FCFA** pour la DGABE.

Ces prévisions ont été faites sur la base de la cession de :

- l'Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP) ;
- des actifs de l'Hôtel Club de Sélingué.

Après plusieurs tentatives de cession de l'UMPP, il a été créé par Décision n°2017-0025/MDI-SG du 06 juillet 2017, une nouvelle commission de privatisation de l'unité. À la suite des travaux de ladite commission, une offre a été retenue. Le processus de cession est donc en cours.

En ce qui concerne l'Hôtel Club de Sélingué, le processus de cession a démarré. Le choix d'un consultant est en cours, en vue de l'évaluation de ses actifs (action préalable à toute cession).

Par ailleurs, la DGABE assure le suivi de la réalisation de la vente des matières et matériels réformés. Les produits de ces ventes sont comptabilisés au compte de la DND, conformément à la loi des finances 2018. À la date du 31 décembre 2018, un montant de **465,802 millions de FCFA** a été réalisé au titre de la vente des matières et matériels réformés, sur une prévision de **353,204 millions de FCFA**.

En termes de perspective, il est prévu, au cours du premier trimestre 2019, la finalisation de la sélection d'un consultant qui sera chargé d'évaluer les actifs de l'Hôtel Club et la poursuite des travaux de la commission de privatisation de l'UMPP.

Pour permettre à la DGABE d'avoir une meilleure visibilité sur les ressources provenant des activités qu'elle mène et une maîtrise des recettes budgétaires y découlant, il serait souhaitable que les prévisions de recettes soient portées sur les flux générés par l'ensemble des activités gérées par la structure.

Actuellement, à l'exception des produits de privatisation des entreprises publiques, toutes les autres recettes sont recouvrées au niveau des guichets de la DND et sont directement reversées au Trésor pour le compte de celle-ci.

III. EXECUTION DES CHARGES DE L'ETAT

Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

3.1. DEPENSES BUDGETAIRES

Les prévisions révisées de dépenses budgétaires de l'exercice 2018 se chiffrent à **2 331,676 milliards de FCFA** sur lesquelles, il a été exécuté au 31 décembre 2018 un montant de **1 860,646 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **79,80%**, dont **17,49%** dans les Régions et **10,02%** par les Etablissements publics.

La situation d'exécution desdites charges est présentée dans les lignes qui suivent.

3.1.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique

Le tableau 16 présente la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique.

Tableau 16. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique.

NATURES ECONOMIQUES	PREVISIONS LF 2018 (en milliards de FCFA)		REALISATIONS CP LF 2018 AU 31/12/2018		
	AE (1)	CP (2)	CP ENGAGES (en milliards de FCFA) (3)	CP LIQUIDES (en milliards de FCFA) (4)	TAUX D'EXECUTION en % (5) = [(4) / (2)]*100
Budget général (1)	796,119	2 207,651	1 790,608	1 769,906	80,17
Dépenses ordinaires		1 295,173	1 182,462	1 174,106	90,65
Personnel		516,409	468,196	471,037	91,21
<i>dont fonctionnaires des Collectivités territoriales</i>		150,506 ⁸	153,933	153,913	102,26
Acquisitions de biens et services		358,137	314,539	311,188	86,89
<i>dont Matériel</i>		123,397	97,061	96,394	78,12
<i>dont Communication</i>		45,838	42,051	41,921	91,45
<i>dont Autres Dépenses</i>		107,627	84,739	84,602	78,61
<i>dont dépenses électorales</i>		45,285	41,218	41,215	91,01
Charges financières		78,337	73,077	71,298	91,01
Transferts et subventions		336,290	323,635	317,567	94,43
<i>dont Bourses</i>		17,796	15,674	15,671	88,06
<i>dont subvention CMSS</i>		40,000 ⁸	53,373	53,373	133,43
<i>dont Subvention Intrants</i>		43,000	40,024	36,458	84,79
<i>dont Subvention EDM-SA</i>		27,000	27,000	27,000	100,00
Dépenses en atténuation des recettes		6,000	3,016	3,016	50,26
Dépenses en capital	796,119	912,478	627,277	614,931	67,39
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat ⁹	796,119	912,478	627,277	614,931	67,39
Dépenses de transferts en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	
Budgets annexes (2)	2,738	7,412	2,283	2,170	29,28
Personnel		1,959	0,784	0,771	39,36
Acquisitions de biens et services		2,127	0,606	0,606	28,50
Transferts et subventions		0,588	0,279	0,279	47,44
Dépenses en capital	2,738	2,738	0,613	0,514	18,78

⁸ Le niveau inférieur des CP inscrits dans la loi de finances par rapport aux engagements et aux liquidations s'explique par les mouvements de crédits qui interviennent au cours de la gestion.

⁹ La situation d'exécution des dépenses d'investissement exécutées par l'Etat intègre celle du budget spécial d'investissement sur financement extérieur.

Comptes spéciaux du Trésor (3)	51,995	116,613	69,580	69,438	59,55
Personnel		0,470	0,104	0,104	22,22
Acquisitions de biens et services		63,240	62,648	62,619	99,02
Transferts et subventions		0,908	0,897	0,897	98,81
Dépenses en capital	51,995	51,995	5,930	5,817	11,19
TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3)	850,852	2 331,676	1 881,601	1 860,646	79,80

Source : DGB, avril 2019.

3.1.1.1. Budget général

Les dépenses du budget général regroupent les dépenses effectuées par les départements ministériels, les établissements publics placés sous leurs tutelles ainsi que les institutions de la République et assimilées. Elles s'élèvent à **2 207,651 milliards de FCFA** pour l'exercice 2018 sur lesquelles **1 769,906 milliards de FCFA** ont été exécutés au 31 décembre 2018, soit un taux d'exécution de **80,17%**.

Ce faible taux d'exécution s'explique essentiellement par la prudence observée dans l'exécution des dépenses en atténuation des recettes, en capital et d'acquisition de biens et services, en vue de limiter les tensions de trésorerie.

Dépenses ordinaires

Dans le budget d'Etat de 2018, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

Les CP des dépenses ordinaires pour 2018 s'élèvent à **1 295,173 milliards de FCFA** sur lesquels **90,65%**, représentant **1 174,106 milliards de FCFA**, ont été exécutés. Ils se déclinent en dépenses de personnel, de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions, et celles en atténuation des recettes.

◆ **Personnel :**

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales se chiffrent en 2018 à **516,409 milliards de FCFA** exécutés à hauteur de **91,21%**, soit **471,037 milliards de FCFA**, sur lesquels **32,68%** représentent des charges salariales des fonctionnaires des Collectivités territoriales, soit **153,913 milliards de FCFA**.

◆ **Biens et services :**

Les crédits de paiement des « biens et services » ont été exécutés à hauteur de **311,188 milliards de FCFA** représentant **86,89%** des **358,137 milliards de FCFA** inscrits au budget d'Etat 2018. Les principaux postes de dépenses sont ceux liés à l'acquisition de matériel (**30,98%**), aux autres dépenses (**27,19%**) et aux frais de communication et énergie (**13,47%**).

◆ **Charges financières :**

Les crédits de paiement des charges financières servent à régler les intérêts de la dette intérieure et extérieure, qui s'élèvent respectivement à **46,678 milliards de FCFA** et **31,659 milliards de FCFA** dans la loi de finances 2018. Au 31 décembre 2018, ils ont été exécutés

à hauteur de **91,01%**, correspondant à **71,298 milliards de FCFA**. Sur ce montant, **45,089 milliards de FCFA** représentent les frais financiers sur la dette intérieure et **26,209 milliards de FCFA**, ceux sur la dette extérieure.

◆ **Transferts et subventions :**

Évalués à **336,290 milliards de FCFA** en 2018, les CP des dépenses de transferts et subventions ont été exécutés à hauteur de **317,567 milliards de FCFA**, représentant un taux d'exécution de **94,43%**. Ils ont permis de prendre en charge entre autres, la subvention accordée par l'Etat à EDM SA (**8,50%**), celle accordée à la caisse de sécurité (**16,81%**), la subvention en intrants agricoles (**11,48%**) et les bourses scolaires (**4,93%**).

◆ **Dépenses en atténuation des recettes:**

Prévues pour **6,000 milliards de FCFA** et affectées au paiement des exonérations dans le cadre des conventions de financement des projets d'investissement, la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes fait ressortir à la fin du quatrième trimestre, un niveau d'exécution de **3,016 milliards de FCFA**, représentant **50,26%** des prévisions.

◆ **Dépenses en capital**

Dans le budget d'Etat de 2018, les dépenses en capital sont inscrites en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement¹⁰ (CP). Les AE constituent la limite supérieure de dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances.

Les dépenses en capital ou d'investissements se décomposent en (i) dépenses d'équipement, études et recherches des administrations publiques, (ii) dépenses d'investissements stratégiques inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI) ainsi qu'en (iii) appuis budgétaires sectoriels (ABS).

En 2018, les autorisations d'engagement des dépenses en capital s'élèvent à **796,119 milliards de FCFA**. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à **912,478 milliards de FCFA** dans le budget 2018. Sur ce montant, **614,931 milliards de FCFA** ont été exécutés au 31 décembre 2018, soit un taux d'exécution de **67,39%** sur lesquels **42,87%** ont été réalisés au titre des dépenses d'équipement et des investissements des administrations publiques, **34,57%** au compte du BSI financement intérieur et **21,86%** au compte du BSI financement extérieur.

◆ **Équipement - investissement :**

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « équipement-investissement » se chiffrent à **345,020 milliards de FCFA** dans le budget 2018 exécutés à **76,40%** dont une part importante pour des investissements militaires réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des lois d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI).

¹⁰Cf. supra point 3.1.1.1 – Dépenses ordinaires pour la définition des CP.

◆ **Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur):**

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement intérieur, représentent **310,067 milliards de FCFA** dans le budget 2018 sur lesquels **68,57%** ont été exécutés au 31 décembre 2018. Les travaux de construction des bâtiments administratifs représentent **56,00%** des crédits liquidés de cette rubrique.

◆ **Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur) :**

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement extérieur, représentent **250,000 milliards de FCFA** dans le budget 2018 sur lesquels **53,78%** ont été exécutés au 31 décembre 2018, soit **134,451 milliards de FCFA**.

La répartition de ces dépenses par ministère et par nature de financement se présente comme suit :

Tableau 17. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.

(En millions de FCFA)

MINISTERES/ INSTITUTIONS	Etat d'exécution du 4 ^{ème} trimestre 2018			Etat d'exécution cumulée au 31 décembre 2018		
	Prêt	Subv.	Total	Prêt	Subv.	Total
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	0	0,546	0,546	0	1,690	1,690
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	5,791	0	5,791	13,478	0	13,478
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3,412	0,992	4,404	9,181	3,221	12,402
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	4,534	3,744	8,278	33,355	12,939	46,294
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	1,729	0,038	1,767	5,968	0,266	6,234
MINISTERE DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	0	0	0	0	0	0
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	0,190	0	0,190	0,190	0	0,190
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	0,149	0,026	0,175	1,287	2,008	3,295
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	10,550	0,364	10,914	24,983	12,540	37,523
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	2,875	0	2,875	5,375	0	5,375
MINISTERE DU COMMERCE	0	0	0	0	0,372	0,372
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	0,064	0	0,064	1,732	5,814	7,546
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	0	0,013	0,013	0	0,052	0,052
TOTAL	29,294	5,723	35,017	95,549	38,902	134,451

Source : DNP, avril 2019.

3.1.1.2. Budgets annexes

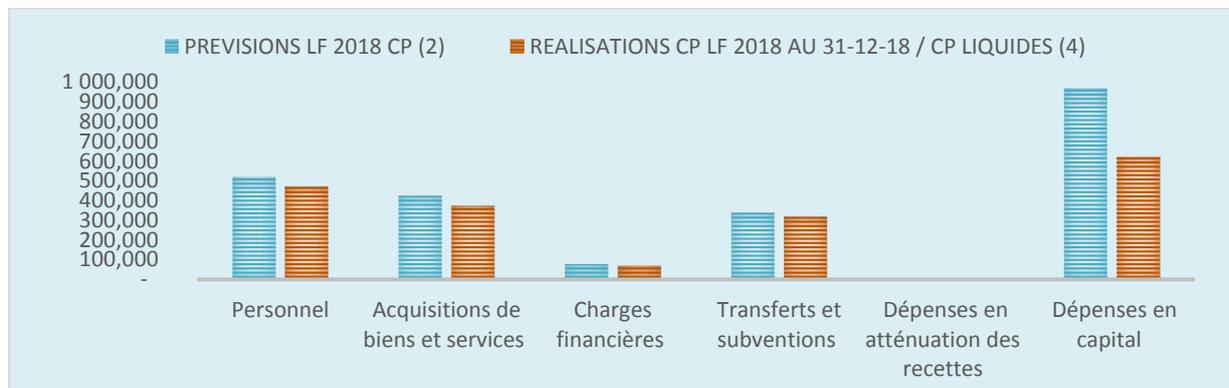
Les crédits de paiement révisés des budgets annexes (*Cf supra point 2.1.2*) s'élèvent à **7,412 milliards de FCFA** dans la loi de finances de 2018. Sur ce montant, **2,170 milliards de FCFA** ont été exécutés au 31 décembre 2018, soit **29,28%** des prévisions.

3.1.1.3. Comptes spéciaux du Trésor

Les crédits de paiement des comptes spéciaux du Trésor, se chiffrent en 2018 à **116,613 milliards de FCFA** sur lesquels **59,55%** ont été exécutés dont **88,87%**, pour le remboursement de crédits TVA.

Agrégée par nature économique, la situation d'exécution des dépenses budgétaires par rapport aux prévisions annuelles est présentée dans le graphique 3.

Graphique 3. Situation d'exécution du budget d'Etat au 31 décembre 2018 par nature économique.



Source : DGB, avril 2019.

Le graphique 3 permet d'identifier les catégories de dépenses ayant enregistré les taux d'exécution les plus élevés. Il s'agit, notamment, des dépenses de transferts et de subventions (**94,36%**), de personnel (**90,96%**) et des charges financières (**91,01%**).

Au niveau des régions, la situation d'exécution des charges budgétaires par nature économique au 31 décembre 2018 se présente comme suit :

Tableau 18. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des Régions par nature économique.

NATURE ECONOMIQUE	PREVISIONS LFI 2018 (en milliards de FCFA) (1)	REALISATIONS CP AU 31/12/2018 (en milliards de FCFA) (2)	TAUX D'EXECUTION en % (3) = [(2)/(1)]*100
Personnel	219,296	236,641	107,91
Acquisition de biens et services	52,608	42,213	80,24
Transferts et subventions	13,505	9,740	72,12
Dépenses en investissement exécutées par l'Etat	52,624	36,899	70,12
TOTAL	338,033	325,493	96,29

Source : DGB, avril 2019.

Il en ressort que les dépenses de personnel constituent la part la plus importante des dépenses liquidées au niveau des régions au 31 décembre 2018 et présentent le taux d'exécution le plus élevé.

3.1.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation

Le budget d'Etat de 2018 comporte 148 programmes, 339 actions, 477 objectifs et 1081 indicateurs.

Le niveau d'exécution de ces programmes, sans le financement extérieur du BSI, est présenté dans le tableau 19.

Tableau 19. Situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.

LIBELLES	PREVISIONS INITIALES 2018						REALISATIONS CP AU 31/12/2018		
	Nombre de Prog (1)	Nombre d'actions (2)	Nombre d'obj. (3)	Nombre d'indic. (4)	AE (en milliards de FCFA) (5)	CP (en milliards de FCFA) (6)	CP ENGAGES (en milliards de FCFA) (7)	CP LIQUIDES (en milliards de FCFA) (8)	TAUX D'EXECUTION (en %) (9) = [(8)/(6)]*100
Programmes de pilotage (1)	40	139	146	306	210,291	602,724	530,924	513,675	85,23
Personnel						170,767	146,445	141,334	82,76
Biens et services						129,473	114,933	111,978	86,49
Transferts et subventions						74,793	94,779	90,727	121,30
Investissement					210,291	227,691	174,767	169,636	74,50
Programme opérationnel (2)	96	183	301	725	438,084	1 185,656	848,639	851,898	71,85
Personnel						293,539	297,821	305,809	104,18
Biens et services						102,748	83,542	83,268	81,04
Transferts et subventions						206,826	204,733	202,744	98,03
Investissement					438,084	582,543	262,542	260,077	44,65
Programmes des Budgets annexes (3)	1	6	18	38	2,738	7,412	2,283	2,170	29,28
Personnel						1,959	0,784	0,771	39,36
Biens et services						2,127	0,606	0,606	28,50
Transferts et subventions						0,588	0,279	0,279	47,44
Investissement					2,738	2,738	0,613	0,514	18,78
Programmes Comptes spéciaux du trésor (4)	11	11	12	12	51,995	116,613	69,580	69,438	59,55
Personnel						0,470	0,104	0,104	22,22
Biens et services						63,240	62,648	62,619	99,02
Transferts et subventions						0,908	0,897	0,897	98,84
Investissement					51,995	51,995	5,930	5,817	11,19
Dotations (5)	0	0	0	0	147,744	419,271	295,725	289,013	68,93
Personnel						52,103	23,930	23,894	45,86
Biens et services						204,253	189,627	187,726	91,91
Transferts et subventions						54,671	23,636	23,610	43,19
Investissement					147,744	108,244	58,532	53,783	49,69
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	148	339	477	1 081	850,852	2 331,676	1 747,150	1 726,195	74,03

Source : DGB, avril 2019.

3.1.2.1. Programme de pilotage

Les programmes de pilotage sont des programmes d'appui visant la coordination des actions des structures et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

En 2018, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre de ces programmes, s'élèvent à **602,724 milliards de FCFA** et permettent de financer 139 actions des 40 programmes d'administration générale. Ces crédits ont été exécutés à hauteur de **513,675 milliards de FCFA**, soit **29,76%** du total des crédits liquidés et **85,23%** des prévisions.

Bien que leur taux d'exécution soit le plus élevé comparé aux autres natures de dépenses effectuées par ces programmes, les dépenses de transferts et subventions représentent seulement **17,66%** des liquidations des programmes de pilotage. Les crédits d'investissement, représentant **33,02%** des liquidations, ont été exécutés à **74,50%**. Quant aux crédits de personnel et d'acquisition de biens et services, ils représentent respectivement **27,51%** et **21,80%** des liquidations et ont été exécutés à **82,76%** et **86,49%**.

3.1.2.2. Programmes opérationnels

En 2018, les crédits des 96 programmes opérationnels, d'un montant de **1 185,656 milliards de FCFA**, sont destinés au financement des 183 actions. Ils ont été exécutés à hauteur de **71,85%** et représentent **49,35%** du total des crédits liquidés.

A l'instar des programmes de pilotage, les dépenses de personnel sont également les plus importantes (**35,90%** des crédits liquidés). Elles sont suivies par les dépenses de transferts et de subventions, qui représentent **23,80%** des crédits liquidés et sont exécutés à **98,03%** par rapport aux prévisions. Quant aux crédits d'investissement des programmes opérationnels, ils représentent **30,53%** des liquidations mais enregistrent le plus faible taux d'exécution, soit **44,65%**. A contrario, les crédits d'acquisition de biens et services, qui ne représentent que **9,77%** des crédits liquidés, ont été exécutés à **81,04%**.

Les programmes opérationnels regroupent des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des départements ministériels, institutions et assimilées.

3.1.2.3. Programmes des budgets annexes

En 2018, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre du programme des budgets annexes permettent de financer 6 actions.

Au 31 décembre 2018, ils ont été exécutés à hauteur de **2,170 milliards de FCFA**, soit **29,28%** des prévisions sur lesquels, **35,53%** représentent des dépenses de personnel, **27,93%** des acquisitions de biens et services, **23,69%** des investissements et **12,85%** des transferts et subventions.

3.1.2.4. Programmes des comptes spéciaux du Trésor

En 2018, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre des programmes des comptes spéciaux du trésor permettent de financer 11 actions des 11 programmes des comptes spéciaux.

Au 31 décembre 2018, ils ont été exécutés à hauteur de **69,438 milliards de FCFA**, soit **59,55%** des prévisions et **4,02%** du total des crédits liquidés, dont **90,14%** ont servi à l'acquisition de biens et services.

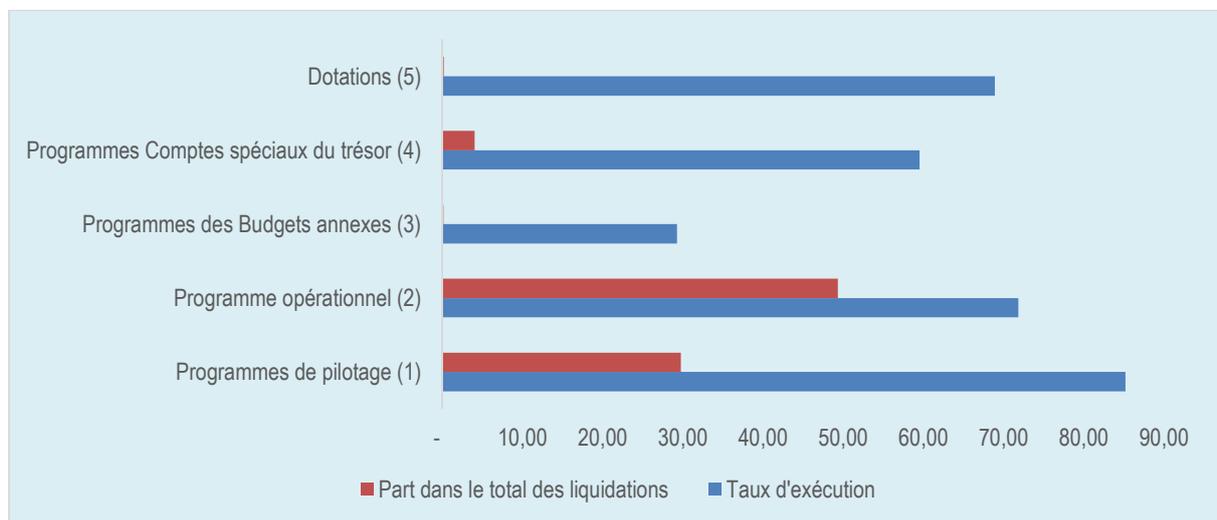
3.1.2.5. Dotations

Les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance.

Les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2018 au titre des dotations, se chiffrent à **419,271 milliards de FCFA** sur lesquels **68,93%** ont été exécutés, soit **16,74%** du total des crédits liquidés. L'acquisition de biens et services représentent **65%** des liquidations de ces dotations, suivie des dépenses d'investissement qui représentent **19%**.

Le graphique 4 récapitule la situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation.

Graphique 4. Situation d'exécution des charges budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.



Source : DGB, avril 2019.

Il en ressort que les dépenses effectuées par les programmes opérationnels représentent presque **50%** des crédits liquidés au 31 décembre 2018 tandis que le taux d'exécution le plus élevé par rapport aux prévisions est enregistré par les programmes de pilotage, soit **85,23%**.

3.1.3. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction

La classification fonctionnelle permet de classer les charges de l'Etat en fonction de leurs objectifs socio-économiques. Ainsi, les charges budgétaires sont réparties entre dix (10) grandes divisions de fonction.

Le tableau 20 présente la situation d'exécution des dépenses classées par fonction.

Tableau 20. Situation d'exécution des charges budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.

FONCTION	PREVISIONS LF 2018		REALISATIONS LF AU 31/12/2018			
	CP (en milliards de FCFA)	POIDS CP en %	CREDITS ENGAGES (en milliards de FCFA)	CREDITS LIQUIDES (en milliards de FCFA)	TAUX D'EXECUTION DES CP en %	POIDS CP en %
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = [(4)/(1)]*100	(6)
Services généraux des administrations publiques	551,876	23,67	452,643	448,512	81,27	25,98
Défense	272,338	11,68	270,557	265,080	97,33	15,36
Ordre et sécurité publics	130,515	5,60	112,088	112,263	86,02	6,50
Affaires économiques	669,644	28,72	359,444	348,026	51,97	20,16
<i>dont Agriculture</i>	<i>349,850</i>	<i>15,00</i>	<i>133,422</i>	<i>123,990</i>	<i>35,44</i>	<i>7,18</i>
Protection de l'environnement	8,969	0,38	7,734	7,705	85,91	0,45
Logement et équipements collectifs	55,363	2,37	18,848	18,406	33,25	1,07
Santé	124,490	5,34	79,344	80,053	64,31	4,64
Loisirs, culture et culte	22,160	0,95	19,121	19,005	85,77	1,10
Enseignement	396,424	17,00	341,412	341,915	86,25	19,81
Protection sociale	99,899	4,28	85,960	85,229	85,32	4,94
TOTAL	2 331,676	100,00	1 747,150	1 726,195	74,03	100,00

Source : DGB, avril 2019.

3.1.3.1. Services généraux des administrations publiques

Le taux d'exécution des crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2018 au titre des services généraux des administrations publiques s'élève à **81,27%** à la date du 31 décembre 2018. Ce niveau d'exécution est sous-tendu par les dépenses liées au fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, les affaires financières et fiscales ainsi que les affaires étrangères pour **37,87%**, les opérations concernant la dette publique pour **25,01%**, les dépenses des services généraux des administrations publiques non classées ailleurs pour **28,79%**, et, dans de moindres mesures, les transferts de caractère général entre les administrations publiques, les services généraux, la recherche fondamentale et la recherche-développement. En termes de poids dans le total des crédits liquidés, ils représentent la fonction la plus importante avec **25,98%** des dépenses totales.

3.1.3.2. Défense

Le poids des dépenses liées à la défense dans le total des crédits liquidés représente **15,36%**. Leur taux d'exécution au 31 décembre 2018 par rapport aux prévisions s'élève à **97,33%**.

3.1.3.3. Ordre et sécurité publics

Avec un taux d'exécution de **86,02%** à la fin du quatrième trimestre, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2018 et exécutés au titre de l'ordre et de la sécurité publics concernent principalement les services de police, les dépenses des tribunaux et les autres fonctions d'ordre et de sécurité publics non classés ailleurs. Ils représentent **6,50%** des crédits liquidés au 31 décembre 2018.

3.1.3.4. Affaires économiques

Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2018 au titre des affaires économiques ont été exécutés au 31 décembre 2018 à hauteur de **51,97%**, soit **20,16%** du total des crédits liquidés à cette date. Les postes de dépenses les plus importants sont l'Agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse (**35,63%**), les transports (**38,43%**) et les affaires économiques non classées ailleurs (**11,48%**).

3.1.3.5. Protection de l'environnement, Logement et équipements collectifs, Loisirs, culture et culte

Les poids des dépenses liées à la protection de l'environnement, au logement et aux équipements collectifs ainsi qu'aux loisirs, à la culture et au culte sont les plus faibles (respectivement **0,45%**, **1,07%** et **1,10%** du total des crédits liquidés). Quant à leurs taux d'exécution par rapport aux prévisions, ils s'élèvent respectivement à **85,91%**, **33,25%** et **85,77%**.

3.1.3.6. Santé

Les dépenses de la fonction « santé » représentent **4,02%** du total des crédits liquidés au 31 décembre 2018. Elles enregistrent un taux d'exécution de **64,31%**, sur lesquelles **55,93%** l'ont été pour des services de santé non classés ailleurs, **23,04%** pour des services hospitaliers et **15,23%** pour les services de santé publique.

3.1.3.7. Enseignement

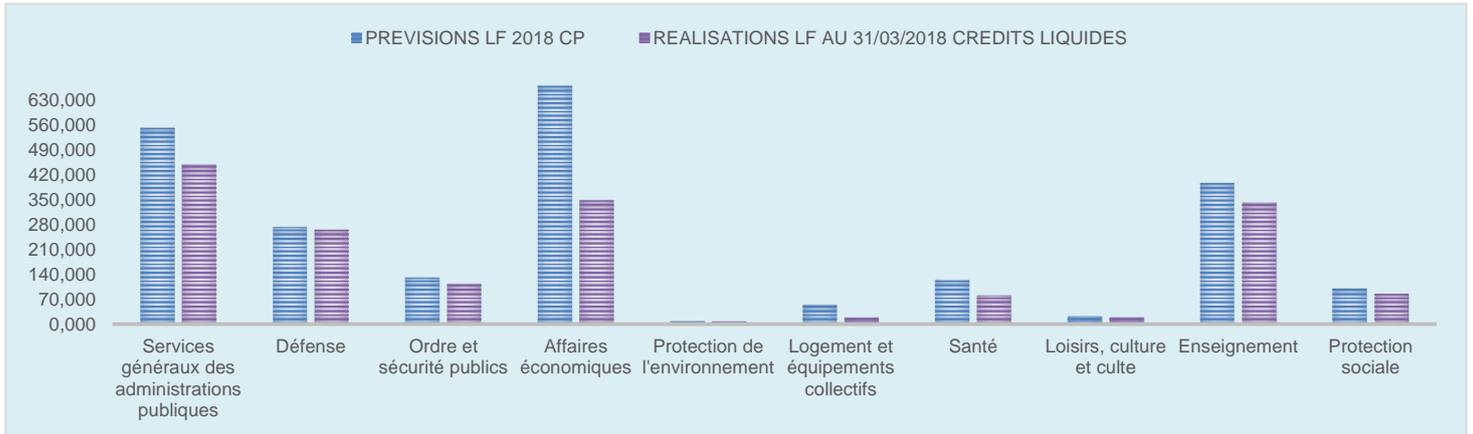
Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2018 au titre de l'enseignement ont été exécutés au 31 décembre 2018 à hauteur de **86,25%**, soit **19,81%** des crédits liquidés à cette date. Les groupes de dépenses les plus importants sont l'enseignement préélémentaire et primaire (**44,98%**), l'enseignement secondaire (**27,96%**) et l'enseignement supérieur (**16,62%**).

3.1.3.8. Protection sociale

Avec un taux d'exécution de **85,32%** des prévisions à la fin du quatrième trimestre, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2018 et exécutés au titre de la protection sociale ne représentent que **4,94%** du total des crédits liquidés. Ils concernent principalement la prise en charge de la vieillesse (**72,54%**).

Le graphique 5, ci-dessous, fournit une représentation schématique de l'exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.

Graphique 5. Exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.

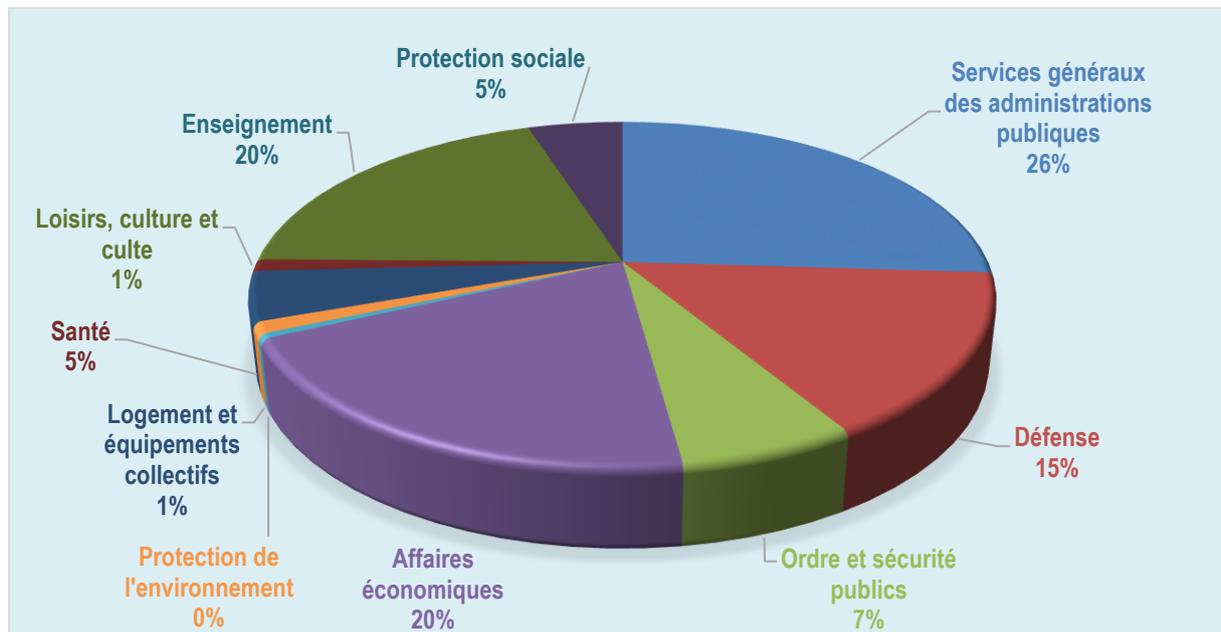


Source : DGB, avril 2019.

Il en ressort que la division « défense » présente le taux d'exécution le plus élevé. Par ailleurs, malgré leurs poids relativement faibles dans les prévisions, les divisions « protection sociale » et « ordre et sécurité publics » présentent des taux d'exécution parmi les plus élevés.

Le graphique 6, quant à lui, présente la part de chacune des grandes divisions de fonction dans le montant total des crédits liquidés au 31 décembre 2018.

Graphique 6. Poids des CP liquidés par fonction en %.



Source : DGB, avril 2019.

La lecture du graphique 6 fait apparaître le fait que les divisions « services généraux des administrations publiques », « enseignement », « affaires économiques » et « défense », sont les plus importantes en termes de poids dans le montant total des crédits liquidés au quatrième trimestre 2018.

3.2. CHARGES DE TRESORERIE

Pour l'exercice budgétaire 2018, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **348,583 milliards de FCFA**, contre **156,00 milliards de FCFA** dans la loi de finances rectificative 2017, soit une hausse de **192,583 milliards de FCFA**.

De manière globale, les charges de trésorerie ont été exécutées à hauteur de **318,287 milliards de FCFA**, soit **91,31%** des prévisions.

La situation d'exécution des charges de trésorerie au 31 décembre 2018 est présentée dans le tableau 21.

Tableau 21. Situation d'exécution des charges de trésorerie au 31 décembre 2018.

CHARGES	PREVISIONS LF 2018 (en milliards de FCFA) (1)	REALISATIONS AU 31/12/2018 (en milliards de FCFA) (2)	ECART (en milliards de FCFA) (3) = (2) - (1)	TAUX D'EXECUTION en % (4) = [(2)/(1)]*100
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	334,423	310,723	-23,700	92,91
<i>Principal dette intérieure</i>	227,591	221,396	-6,195	97,28
<i>Principal dette extérieure</i>	106,832	89,327	-17,505	83,61
Retraits sur les comptes des correspondants	14,160	7,564	-6,596	53,42
Prêts et avances	-	-	-	-
Total charges de trésorerie	348,583	318,287	- 30,296	91,31

Source : DNTCP, avril 2019.

Les remboursements des produits des emprunts à court, moyen et long termes se chiffrent à **310,723 milliards de FCFA** dont **221,396 milliards de FCFA** de principal de la dette intérieure et **89,327 milliards de FCFA** de dette extérieure, soit un taux de réalisation de **92,91%** par rapport aux prévisions annuelles. Ils représentent **97,62%** des charges de trésorerie.

En ce qui concerne les retraits sur les comptes des correspondants, ils sont prévus en 2018 pour **14,160 milliards de FCFA**. Les réalisations se chiffrent à **7,564 milliards de FCFA**. Ce montant est composé essentiellement des dépenses effectuées par l'Office Malien de l'Habitat (OMH), l'Agence pour la Promotion Touristique au Mali (APT), le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA), la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM) et autres correspondants.

IV. CONCLUSION

L'année 2018 constitue la première année d'exécution du budget d'Etat en mode programmes.

L'exécution de ce premier budget-programmes fait ressortir au 31 décembre 2018, des réalisations de recettes budgétaires de **1 420,739 milliards de FCFA**, soit **72,54%** des prévisions et, de charges budgétaires de **1 860,646 milliards de FCFA**, soit **79,80%** des prévisions.

Quant aux charges de trésorerie, elles ont été exécutées à hauteur de **318,287 milliards de FCFA**, soit **91,31%** des prévisions tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à hauteur de **210,401 milliards de FCFA**, soit **70,74%** des prévisions.

L'analyse des réalisations de ressources fait ressortir une proportion des recettes budgétaires de **87,10%**, tandis que les ressources de trésorerie représentent **12,90%** des ressources réalisées. L'effort de réalisation des ressources par les services d'assiettes et de recouvrement représente **77,14%** des ressources totales (recettes budgétaires et ressources de trésorerie).

Classées par nature économique, les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat constituent le principal poste de dépenses avec **33,05%** des liquidations, suivies des charges de personnel avec **25,32%** et des dépenses d'acquisition de biens et services avec **16,72%**.

Environ **10,02%** des liquidations ont été effectuées au niveau des Etablissements publics et **17,49%** au niveau déconcentré, où les dépenses de personnel et d'acquisition de biens et services sont les plus importantes.

L'analyse de la situation d'exécution par type de programmes et dotations budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, révèle que **49,35%** des dépenses liquidées l'ont été au compte des programmes opérationnels, **29,76%** au titre des programmes de pilotage, **4,02%** pour les programmes des comptes spéciaux du Trésor, **0,13%** pour ceux des budgets annexes et **16,74%** au titre des dotations.

Suivant la classification fonctionnelle des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, les services généraux des administrations publiques représentent **25,98%** des crédits liquidés, la défense, l'ordre et la sécurité publics **21,86%**, l'enseignement **19,81%** et les affaires économiques **20,16%**. Les taux d'exécution les plus importants par rapport aux prévisions ont été enregistrés au niveau des fonctions « défense » avec **97,33%**, « enseignement » avec **86,25%**, « ordre et sécurité publics » avec **86,02%**, « protection de l'environnement » avec **85,91%**, « loisirs, culture et culte » avec **85,77%** et « protection sociale » avec **85,32%**.

L'exercice budgétaire de 2018 a été marqué par des difficultés en matière de recouvrement des recettes. Ces difficultés ont conduit à la mise en œuvre de mesures de régulation budgétaire visant à adapter le rythme de paiement des dépenses à celui des recouvrements de recettes, afin de juguler les tensions de trésorerie. Parmi ces mesures figure l'annulation de crédits budgétaires d'un montant de **139,453 milliards de FCFA**, soit **6%** des crédits inscrits dans la loi de finances 2018.

ANNEXE 1 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR CLASSIFICATION PROGRAMMATIQUE ET

ECONOMIQUE AU 31 DECEMBRE 2018.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Situation d'exécution des crédits budgétaires par type programme et titre au 31/12/2018**

01/04/2019 12:42:50

(en milliers de francs CFA)

Type programme Titre	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement-----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
0 Dotation					
2 Personnel	0	31 305 003	24 385 921	23 930 187	23 893 901
3 Biens et services	0	212 365 574	195 171 348	189 627 023	187 725 629
4 Transferts et subventions	0	27 277 851	27 814 317	23 635 506	23 609 878
5 Investissement	135 002 163	110 541 049	74 569 850	58 532 437	53 783 215
TOTAL	135 002 163	381 489 477	321 941 437	295 725 153	289 012 623
1 Programme de pilotage					
2 Personnel	0	156 863 694	156 483 381	146 444 628	141 334 229
3 Biens et services	0	116 912 768	118 118 263	114 933 421	111 978 252
4 Transferts et subventions	0	95 718 044	93 876 229	94 779 145	90 727 062
5 Investissement	212 972 761	209 005 743	180 451 346	174 766 908	169 635 877
TOTAL	212 972 761	578 500 249	548 929 218	530 924 101	513 675 419
2 Programme opérationnel					
2 Personnel	0	312 685 041	312 750 570	297 821 360	305 809 104
3 Biens et services	0	85 716 464	85 576 134	83 541 745	83 268 098
4 Transferts et subventions	0	210 666 012	209 316 545	204 733 276	202 743 625
5 Investissement	448 144 856	499 051 714	276 245 577	262 542 339	260 077 058
TOTAL	448 144 856	1 108 119 231	883 888 826	848 638 721	851 897 884
3 Programme des comptes spéciaux du trésor					
2 Personnel	0	470 000	145 470	104 431	104 431
3 Biens et services	0	63 240 020	62 811 172	62 648 032	62 619 252
4 Transferts et subventions	0	908 250	908 250	897 440	897 440
5 Investissement	51 994 770	51 994 770	7 288 956	5 929 786	5 817 296
TOTAL	51 994 770	116 613 040	71 153 848	69 579 689	69 438 419
4 Programme des budgets annexes					
2 Personnel	0	1 934 000	1 959 000	784 419	771 090
3 Biens et services	0	2 065 273	2 127 273	606 188	606 188
4 Transferts et subventions	0	703 000	588 000	278 950	278 950
5 Investissement	2 737 555	2 709 555	1 839 935	613 062	514 167
TOTAL	2 737 555	7 411 828	6 514 208	2 282 620	2 170 395
TOTAL DU BUDGET GENERAL	850 852 105	2 192 133 825	1 832 427 536	1 747 150 284	1 726 194 741

ANNEXE 2 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR BUDGET ET PAR PROGRAMME OU DOTATION

AU 31 DECEMBRE 2018.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2018**

01/04/2019 12:46:22

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement		Liquidations		
	Dotations	Notifications	Engagements		
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
0.001 Assemblée Nationale	1 507 529	16 427 464	16 427 463	16 427 463	16 427 463
TOTAL	1 507 529	16 427 464	16 427 463	16 427 463	16 427 463
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	450 000	3 988 791	3 988 790	3 988 426	4 007 166
1.002 Administration générale	1 020 425	9 397 664	9 397 664	9 388 098	9 332 149
2.001 Sécurité et défense	240 000	698 886	698 886	698 726	698 726
TOTAL	700 285	14 085 341	14 085 340	14 075 250	14 038 041
130 PRIMATURE					
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	1 071 324	6 215 315	6 215 305	6 037 710	5 933 900
1.004 Administration générale et contrôle	685 293	4 654 126	4 602 217	4 129 808	4 110 090
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	211 500	455 856	455 854	450 502	422 346
TOTAL	2 065 904	11 325 297	11 273 376	10 618 020	10 466 336
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
2.003 Participation à la gestion des élections	45 119	524 523	524 522	517 426	514 309
TOTAL	45 119	524 523	524 522	517 426	514 309
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	327 464	1 063 719	1 063 711	1 056 235	1 056 068
TOTAL	327 464	1 063 719	1 063 711	1 056 235	1 056 068
150 COUR SUPREME					
2.005 Cour Suprême	734 500	2 229 862	2 229 846	2 229 489	2 228 616
TOTAL	734 500	2 229 862	2 229 846	2 229 489	2 228 616
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	847 486	847 485	845 560	844 893
TOTAL	0	847 486	847 485	845 560	844 893
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	350 000	1 215 658	1 215 654	1 210 921	1 220 391
TOTAL	350 000	1 215 658	1 215 654	1 210 921	1 220 391
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	345 000	1 634 805	1 634 799	1 621 989	1 580 726
TOTAL	345 000	1 634 805	1 634 799	1 621 989	1 580 726

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2018**

01/04/2019 12:46:22

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
1.006 Administration Générale	7 468 985	41 365 085	41 068 300	38 762 029	38 314 770
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale	0	530 597	530 582	529 042	425 357
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	88 874	88 871	82 207	82 207
TOTAL	9 068 047	41 984 556	41 687 753	39 373 277	38 822 334
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
1.007 Administration Générale	93 500	854 668	854 660	804 929	751 099
2.010 Intégration Africaine	0	153 125	153 123	153 000	84 061
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	626 000	766 668	585 665	585 643	568 786
TOTAL	719 500	1 774 461	1 593 447	1 543 572	1 403 945
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
2.012 Bureau du Vérificateur Général	238 910	3 235 781	3 235 778	3 235 778	3 235 778
TOTAL	238 910	3 235 781	3 235 778	3 235 778	3 235 778
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	30 000	914 252	905 282	905 282	891 406
TOTAL	30 000	914 252	905 282	905 282	891 406
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	27 630	133 900	133 899	116 838	116 406
TOTAL	27 630	133 900	133 899	116 838	116 406
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
1.008 Administration Générale	92 796 240	270 646 169	270 645 627	265 652 933	260 178 698
2.015 Gestion des Opérations Militaires	377 756	6 589 297	6 589 152	6 538 239	6 534 769
2.016 Inspection des Armées	15 000	303 837	303 837	303 820	303 820
2.017 Formation	33 388	516 958	516 928	516 898	516 898
2.018 Gestion des Transmissions	28 402	198 175	198 156	198 143	198 141
TOTAL	107 247 773	278 254 436	278 253 699	273 210 034	267 732 326
220 MINISTERE DE LA JUSTICE					
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	2 062 252	5 268 792	5 268 778	4 321 479	3 832 632
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	680 584	9 398 577	9 398 519	8 362 184	9 166 424
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	30 017	4 028 901	4 028 883	3 891 578	3 985 056
TOTAL	1 823 815	18 696 270	18 696 180	16 575 242	16 984 112
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	218 000	1 243 204	1 243 202	1 243 202	1 243 202
TOTAL	218 000	1 243 204	1 243 202	1 243 202	1 243 202

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2018**

01/04/2019 12:46:22

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME					
1.041 Administration Générale	0	381 208	381 206	375 824	366 306
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	350 000	313 680	283 679	246 564	199 760
TOTAL	350 000	694 888	664 885	622 389	566 066
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	20 000	439 975	439 975	439 975	439 975
TOTAL	20 000	439 975	439 975	439 975	439 975
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
1.010 Administration Générale	7 502 852	20 985 820	20 985 797	20 844 216	20 837 364
2.021 Ordre et Sécurité	15 799 282	48 129 590	48 129 341	47 894 417	47 867 004
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 564 669	9 521 557	9 521 520	9 453 743	9 394 962
TOTAL	35 513 516	78 636 967	78 636 658	78 192 376	78 099 330
235 SECURITE D'ETAT					
0.002 Securite d'Etat	500 000	7 932 573	7 932 573	7 923 990	7 923 990
TOTAL	500 000	7 932 573	7 932 573	7 923 990	7 923 990
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
1.011 Administration Générale	34 830 342	30 979 458	15 722 313	15 041 543	14 601 112
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	4 215 953	6 674 833	6 668 661	6 181 246	5 771 436
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	2 215 827	12 972 694	12 629 536	11 894 809	12 217 599
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	1 112 395	5 463 180	5 401 731	5 228 198	4 525 104
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	1 062 571	4 322 149	4 322 111	3 987 579	3 888 234
2.027 Gestion de la Dette Publique	270 000	403 617	403 615	380 391	381 324
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	4 919 146	3 821 953	3 821 890	3 677 003	3 680 056
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	3 610 553	4 757 106	4 685 122	4 681 891	4 559 981
TOTAL	33 625 912	69 394 990	53 654 979	51 072 659	49 624 846
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	400 000	1 088 600	1 088 600	991 971	991 971
TOTAL	475 000	1 088 600	1 088 600	991 971	991 971
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
2.068 Régulation de la commande publique	0	330 893	330 893	330 893	330 893
TOTAL	0	330 893	330 893	330 893	330 893

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2018

01/04/2019 12:46:22

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
1.012 Administration Générale	986 711	2 084 300	2 084 290	2 022 629	2 022 200
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	752 000	860 130	860 127	859 830	852 155
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	29 691	781 776	781 760	738 569	760 340
TOTAL	1 585 402	3 726 206	3 726 177	3 621 028	3 634 695
323 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE					
1.013 Administration Générale	217 194	1 733 716	1 733 705	1 671 624	1 664 201
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	8 946 798	9 536 423	1 036 409	1 003 297	1 029 099
2.034 Formation Professionnelle	939 235	1 163 550	1 163 544	1 090 943	996 912
TOTAL	10 152 709	12 433 689	3 933 657	3 765 864	3 690 211
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
1.014 Administration Générale et Contrôle	229 980	3 053 600	3 053 577	3 047 171	3 021 828
2.036 Administration du Territoire	3 151 075	21 537 972	21 537 812	20 585 251	20 895 651
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	305 000	220 543	220 541	220 481	175 919
TOTAL	3 683 068	24 812 115	24 811 930	23 852 903	24 093 398
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	153 619	1 461 819	1 461 799	1 461 799	1 461 051
TOTAL	153 619	1 461 819	1 461 799	1 461 799	1 461 051
335 MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
1.036 Administration Générale	160 215	534 129	534 126	521 389	510 537
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	22 628 381	15 602 027	15 209 135	15 062 438	15 023 614
TOTAL	20 788 596	16 136 156	15 743 261	15 583 828	15 534 151
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
1.015 Administration Générale	65 640	792 692	792 685	784 245	784 245
2.039 Religion et Culte	150 000	200 656	200 655	197 477	197 107
TOTAL	215 640	993 348	993 339	981 722	981 351
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
1.016 Administration Générale	48 900	676 673	676 666	669 870	655 052
2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	1 736 557	1 736 556	1 735 852	1 732 628
TOTAL	48 900	2 413 230	2 413 222	2 405 722	2 387 680
380 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE					
1.032 Administration Générale	214 807	1 116 291	1 116 282	1 094 337	1 093 956
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	2 483 046	3 366 291	2 833 262	2 727 642	2 757 127
TOTAL	2 737 853	4 482 582	3 949 544	3 821 979	3 851 083

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2018**

01/04/2019 12:46:22

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement					
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations		
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE						
1.017 Administration Générale	3 352 578	26 476 367	26 090 209	21 966 782	19 430 806	
2.041 Développement de l'Education de Base	34 440 123	253 875 123	246 169 295	238 054 671	242 384 597	
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	4 299 726	8 019 575	8 019 358	7 724 481	7 895 677	
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	890 686	3 654 479	3 654 382	3 569 397	3 637 580	
TOTAL	43 097 113	292 025 544	283 933 244	271 315 331	273 348 660	
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE						
1.018 Administration Générale	3 492 301	6 579 492	6 502 598	4 989 361	4 528 241	
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	5 851 724	65 235 173	59 480 740	57 297 013	56 399 892	
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	311 598	992 363	992 361	848 306	846 448	
TOTAL	8 347 435	72 807 028	66 975 699	63 134 679	61 774 580	
510 MINISTERE DE LA CULTURE						
1.019 Administration Générale	303 732	2 123 489	2 123 480	2 065 650	2 066 065	
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	391 000	967 473	967 460	965 013	917 544	
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	1 000 000	673 998	673 997	665 669	661 615	
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 069 570	2 737 584	2 737 551	2 736 337	2 644 259	
TOTAL	2 764 302	6 502 544	6 502 487	6 432 668	6 289 484	
520 MINISTERE DES SPORTS						
1.020 Administration Générale	385 830	5 689 670	5 689 660	5 535 083	5 530 495	
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	957 454	1 606 913	1 606 894	1 592 160	1 603 523	
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	22 955	1 191 298	1 191 292	1 190 384	1 189 819	
TOTAL	888 239	8 487 881	8 487 846	8 317 626	8 323 837	
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE						
1.038 Administration Générale	30 000	474 564	474 562	473 967	466 171	
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	1 247 963	2 678 920	2 678 830	2 581 189	2 644 848	
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	1 695 000	1 825 896	1 825 895	1 823 727	1 823 727	
TOTAL	3 418 428	4 979 380	4 979 287	4 878 882	4 934 747	
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE						
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	5 643 822	17 625 982	17 624 700	16 175 990	14 898 913	
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	1 831 556	35 208 462	35 185 212	31 551 329	33 953 714	
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et participation	6 749	2 701 473	2 701 469	2 643 300	2 624 612	
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	21 064 829	24 967 516	24 786 955	24 201 845	23 803 965	
TOTAL	12 810 510	80 503 433	80 298 337	74 572 464	75 281 203	

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2018**

01/04/2019 12:46:22

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 225 155	2 225 147	2 197 293	2 203 644
TOTAL	0	2 225 155	2 225 147	2 197 293	2 203 644
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	978 767	2 238 332	2 238 321	2 178 993	1 981 650
2.059 Promotion de la Femme	4 866 952	4 354 005	1 353 973	1 348 122	1 315 050
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	553 418	1 192 878	1 192 863	1 109 758	1 149 719
TOTAL	5 564 440	7 785 215	4 785 157	4 636 872	4 446 419
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE					
1.023 Administration Générale	8 185 929	2 996 760	2 996 749	2 940 161	2 528 580
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	280 000	1 816 170	1 816 167	1 809 884	1 616 458
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	343 225	66 015 503	66 015 476	65 801 724	65 857 196
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	645 000	990 856	990 856	988 637	990 046
TOTAL	9 429 154	71 819 289	71 819 248	71 540 406	70 992 280
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT					
1.024 Administration Générale	619 001	1 912 609	1 912 592	1 821 793	1 812 739
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	62 555 575	192 419 910	136 416 848	125 933 525	125 545 960
TOTAL	109 405 449	194 332 519	138 329 440	127 755 318	127 358 699
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
1.025 Administration Générale	383 315	1 205 703	1 205 694	1 094 785	1 064 738
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	15 614 680	7 547 718	3 542 687	3 277 007	3 104 956
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	650 000	1 270 529	1 270 529	1 264 199	1 264 131
2.071 Protection et Conservation de la Nature	6 116 967	6 857 280	3 357 224	3 105 237	3 222 310
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	2 993 000	2 594 818	716 818	705 109	703 202
TOTAL	26 777 724	19 476 048	10 092 951	9 446 337	9 359 338
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
1.026 Administration Générale	125 737	27 951 739	27 951 727	27 939 074	27 915 002
2.073 Développement des Ressources Energétiques	21 740 046	30 525 158	11 372 141	11 008 630	10 111 373
2.074 Développement des Ressources en Eau	33 149 706	44 036 986	8 036 925	8 031 471	7 691 800
TOTAL	47 749 695	102 513 883	47 360 793	46 979 175	45 718 175
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
1.027 Administration Générale	226 843	1 853 432	1 853 416	1 802 787	1 780 315
2.075 Développement des ressources minérales	1 580 996	1 654 643	1 654 629	1 571 222	1 571 213
TOTAL	2 217 003	3 508 075	3 508 045	3 374 009	3 351 529

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2018

01/04/2019 12:46:22

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION					
1.028 Administration Générale	68 778	873 927	873 920	855 867	844 158
2.076 Medias et Communication Publics	2 150 000	7 305 829	7 305 826	7 211 994	7 157 867
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	645 000	5 102 851	5 102 851	5 102 844	5 095 012
TOTAL	4 407 967	13 282 607	13 282 597	13 170 705	13 097 037
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
2.096 Régulation de la Communication	400 000	1 275 705	1 275 705	1 128 865	1 127 409
TOTAL	400 000	1 275 705	1 275 705	1 128 865	1 127 409
740 MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME					
1.029 Administration Générale	2 259 000	2 753 995	2 753 984	2 734 816	2 619 098
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière	24 546	2 724 300	2 724 267	2 566 243	2 657 919
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	12 165 746	3 509 502	2 922 590	2 835 524	2 800 169
TOTAL	14 906 490	8 987 797	8 400 840	8 136 584	8 077 186
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					
1.031 Administration Générale et Contrôle	3 172 900	1 839 375	1 839 371	1 819 139	1 818 060
2.080 Population	7 370 000	7 333 309	359 308	332 277	332 275
2.081 Aménagement du Territoire	409 000	397 468	397 466	397 235	397 764
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	815 255	2 024 825	2 024 823	2 019 506	1 993 238
TOTAL	9 974 740	11 594 977	4 620 968	4 568 157	4 541 338
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
1.042 Administration Générale	100 000	587 609	587 605	570 390	522 702
2.066 Développement et sécurisation des transports	2 664 484	4 610 233	4 610 202	4 443 020	4 456 841
TOTAL	3 264 484	5 197 842	5 197 807	5 013 410	4 979 543
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL					
1.039 Administration Générale	225 000	689 495	689 492	687 438	670 581
2.084 Développement du secteur industriel	488 396	1 329 835	1 329 818	1 160 478	814 104
TOTAL	706 396	2 019 330	2 019 311	1 847 916	1 484 685
812 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS					
1.033 Administration Générale	95 225	896 977	896 971	874 565	771 691
2.085 Appui au développement du secteur privé	412 500	961 705	929 276	928 471	928 085
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	119 857	134 086	134 083	134 038	133 532
TOTAL	627 582	1 992 768	1 960 331	1 937 074	1 833 308

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 31/12/2018

01/04/2019 12:46:22

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
1.034 Administration Générale	11 887 224	51 331 869	48 831 844	48 587 708	44 985 734
2.087 Appui au Monde Rural	22 744 669	26 471 548	7 493 099	6 923 386	7 240 975
2.088 Aménagement et Equipement Rural	58 384 813	58 023 657	16 201 626	15 349 655	15 065 988
2.089 Recherche et Formation	7 857 500	11 109 276	4 109 271	4 107 952	4 066 125
TOTAL	97 313 469	146 936 350	76 635 839	74 968 701	71 358 821
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
1.037 Administration Générale	18 830 597	17 019 020	6 018 999	6 010 398	4 794 796
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	1 812 357	2 397 426	1 794 558	1 645 540	1 717 214
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 844 928	2 312 695	1 412 650	1 344 880	1 380 954
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	327 422	2 424 386	2 424 341	2 244 080	2 352 252
TOTAL	17 480 712	24 153 527	11 650 547	11 244 898	10 245 217
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
2.093 Sécurité Alimentaire	6 530 000	5 761 834	5 761 829	5 218 783	5 190 704
TOTAL	5 129 064	5 761 834	5 761 829	5 218 783	5 190 704
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
1.040 Administration Générale	20 000	651 346	651 340	641 098	627 576
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	939 546	1 209 668	1 209 648	1 202 344	1 183 442
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	169 070	380 726	380 709	380 006	378 853
TOTAL	1 128 616	2 241 740	2 241 697	2 223 448	2 189 871
990 CHARGES COMMUNES					
0.003 Provisions pour imprévus	145 736 914	278 792 440	224 352 291	198 296 951	193 363 531
0.004 Dette	0	78 337 000	73 229 110	73 076 748	71 297 639
TOTAL	132 994 634	357 129 440	297 581 400	271 373 699	264 661 170
TOTAL DU BUDGET GENERAL	796 119 780	2 068 108 957	1 754 759 480	1 675 287 975	1 654 585 927

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Situation d'exécution des crédits des budgets annexes par dotation et par programme au 31/12/2018**

01/04/2019

(en milliers de francs CFA)

Section Programme Chapitre	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports					
40-2-2013-0021-001-002686 ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)					
Personnel	0	825 000	400 000	157 782	157 782
Biens et services	0	1 106 000	597 000	202 883	202 883
Transferts et subventions	0	1 098 000	608 000	233 750	233 750
Investissement	2 198 497	2 210 497	1 234 497	514 611	415 716
Total	2 198 497	5 239 497	2 839 497	1 109 026	1 010 131
40-2-2013-0021-002-002384 ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)					
Personnel	0	824 000	432 000	157 210	153 637
Biens et services	0	865 745	445 000	148 881	148 881
Transferts et subventions	0	160 000	95 000	45 200	45 200
Investissement	1 290 620	1 290 620	170 000	59 919	59 919
Total	1 290 620	3 140 365	1 142 000	411 209	407 637
40-2-2013-0021-003-002288 ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)					
Personnel	0	495 000	250 000	107 089	107 089
Biens et services	0	483 000	242 500	32 376	32 376
Investissement	268 000	228 000	74 000	0	0
Total	268 000	1 206 000	566 500	139 465	139 465
40-2-2013-0021-004-002768 ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)					
Personnel	0	711 000	354 000	161 068	161 068
Biens et services	0	557 100	274 550	100 993	100 993
Investissement	230 876	230 876	120 938	17 435	17 435
Total	230 876	1 498 976	749 488	279 496	279 496
40-2-2013-0021-005-002324 ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)					
Personnel	0	525 000	270 000	95 805	95 805
Biens et services	0	482 800	298 900	63 846	63 846
Investissement	125 000	125 000	62 500	7 744	7 744
Total	125 000	1 132 800	631 400	167 395	167 395
40-2-2013-0021-006-002478 ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)					
Personnel	0	436 500	228 000	105 466	95 708
Biens et services	0	427 896	207 323	57 211	57 211
Investissement	310 250	310 250	150 000	13 352	13 352
Total	310 250	1 174 646	585 323	176 029	166 272
Total	4 423 243	13 392 284	6 514 208	2 282 620	2 170 395
Total	4 423 243	13 392 284	6 514 208	2 282 620	2 170 395
TOTAL GENERAL	4 423 243	13 392 284	6 514 208	2 282 620	2 170 395

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018**Situation d'exécution des crédits des comptes spéciaux du trésor par dotation et par programme au 31/12/2018**

01/04/2019 14:45:10

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement		Dotations Notifications Engagements Liquidations		
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
3.001 Remboursement des Crédits TVA	0	61 786 270	61 786 270	61 709 590	61 709 590
3.009 Fonds pour le Développement Durable	40 000 000	40 000 000	0	0	0
TOTAL	40 000 000	101 786 270	61 786 270	61 709 590	61 709 590
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 616 620	2 616 620	0	0	0
TOTAL	2 616 620	2 616 620	0	0	0
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	800 000	800 000	799 999	799 999
TOTAL	0	800 000	800 000	799 999	799 999
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	170 000	278 750	278 750	237 555	197 382
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	676 750	1 021 250	1 021 250	924 253	832 206
TOTAL	846 750	1 300 000	1 300 000	1 161 808	1 029 588
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	350 000	275 000	273 822	267 382
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	35 000	515 000	0	0	0
3.011 Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	515 000	1 263 750	800 018	521 990	519 380
TOTAL	550 000	2 128 750	1 075 018	795 812	786 762
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					
3.008 Appui au développement de la statistique	2 981 400	2 981 400	1 192 560	112 480	112 480
TOTAL	2 981 400	2 981 400	1 192 560	112 480	112 480
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
TOTAL	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
TOTAL DU BUDGET GENERAL	51 994 770	116 613 040	71 153 848	69 579 689	69 438 419

ANNEXE 3 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET

ECONOMIQUE AU 31 DECEMBRE 2018.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2018

01/04/2019 14:45:43

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
Personnel	0	2 456 124	2 456 123	2 456 123	2 456 123
Biens et services	0	10 716 620	10 716 620	10 716 620	10 716 620
Transferts et subventions	0	1 747 191	1 747 191	1 747 191	1 747 191
Investissement	1 507 529	1 507 529	1 507 529	1 507 529	1 507 529
Total	1 507 529	16 427 464	16 427 463	16 427 463	16 427 463
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	1 729 662	1 729 661	1 729 661	1 691 317
Biens et services	0	7 481 261	8 681 261	7 471 595	7 471 594
Transferts et subventions	0	4 324 133	3 124 133	4 323 905	4 325 166
Investissement	1 710 425	550 285	550 285	550 089	549 964
Total	700 285	14 085 341	14 085 340	14 075 250	14 038 041
130 PRIMATURE					
Personnel	0	1 753 950	1 753 950	1 646 444	1 639 311
Biens et services	0	5 329 532	5 329 517	4 948 758	4 876 621
Transferts et subventions	0	1 579 455	1 527 553	1 468 146	1 503 863
Investissement	1 968 117	2 662 360	2 662 356	2 554 672	2 446 541
Total	2 065 904	11 325 297	11 273 376	10 618 020	10 466 336
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
Personnel	0	66 816	66 816	66 816	63 699
Biens et services	0	427 648	427 647	420 558	420 558
Investissement	45 119	30 059	30 059	30 052	30 052
Total	45 119	524 523	524 522	517 426	514 309
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
Personnel	0	303 434	303 434	303 434	303 393
Biens et services	0	449 005	449 998	441 759	441 634
Transferts et subventions	0	32 137	31 136	32 136	32 136
Investissement	327 464	279 143	279 142	278 905	278 905
Total	327 464	1 063 719	1 063 711	1 056 235	1 056 068
150 COUR SUPREME					
Personnel	0	1 307 803	1 307 803	1 307 803	1 306 930
Biens et services	0	447 552	447 536	447 339	447 339
Transferts et subventions	0	170 000	170 000	169 842	169 842
Investissement	734 500	304 507	304 506	304 506	304 506
Total	750 943	2 229 862	2 229 846	2 229 489	2 228 616
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
Personnel	0	238 108	238 107	238 107	237 440
Biens et services	0	63 967	63 967	62 151	62 151
Transferts et subventions	0	545 411	545 411	545 301	545 301
Total	0	847 486	847 485	845 560	844 893

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2018

01/04/2019 14:45:43

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
Personnel	0	316 096	316 096	316 096	325 565
Biens et services	0	572 215	572 213	567 550	567 550
Transferts et subventions	0	24 157	24 156	24 156	24 156
Investissement	350 000	303 190	303 189	303 120	303 120
Total	350 000	1 215 658	1 215 654	1 210 921	1 220 391
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
Personnel	0	757 101	757 101	757 101	715 838
Biens et services	0	624 987	624 982	612 175	612 175
Transferts et subventions	0	80 157	80 156	80 155	80 155
Investissement	345 000	172 560	172 560	172 558	172 558
Total	345 000	1 634 805	1 634 799	1 621 989	1 580 726
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
Personnel	0	15 349 320	15 349 320	13 298 568	13 020 490
Biens et services	0	12 493 247	12 493 196	12 394 103	12 348 813
Transferts et subventions	0	4 964 813	4 668 062	4 517 183	4 435 209
Investissement	7 468 985	9 177 176	9 177 175	9 163 424	9 017 822
Total	9 068 047	41 984 556	41 687 753	39 373 277	38 822 334
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
Personnel	0	407 879	407 879	407 879	272 192
Biens et services	0	612 940	612 928	563 072	559 132
Transferts et subventions	0	235 252	235 250	235 232	235 232
Investissement	719 500	518 390	337 390	337 389	337 389
Total	719 500	1 774 461	1 593 447	1 543 572	1 403 945
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
Personnel	0	2 250 000	2 250 000	2 250 000	2 250 000
Biens et services	0	742 871	742 868	742 868	742 868
Transferts et subventions	0	45 000	45 000	45 000	45 000
Investissement	238 910	197 910	197 910	197 910	197 910
Total	238 910	3 235 781	3 235 778	3 235 778	3 235 778
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	378 280	369 310	369 310	355 434
Biens et services	0	100 107	100 107	100 107	100 107
Transferts et subventions	0	424 465	424 465	424 465	424 465
Investissement	30 000	11 400	11 400	11 400	11 400
Total	30 000	914 252	905 282	905 282	891 406
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
Personnel	0	12 980	12 980	12 980	12 709
Biens et services	0	93 290	93 289	76 508	76 349
Investissement	27 630	27 630	27 630	27 349	27 349
Total	27 630	133 900	133 899	116 838	116 406

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2018

01/04/2019 14:45:43

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
Personnel	0	99 484 220	99 483 729	99 483 729	99 483 248
Biens et services	0	55 355 873	55 355 642	55 290 520	52 598 351
Transferts et subventions	0	697 843	697 841	697 841	697 841
Investissement	93 250 786	122 716 500	122 716 487	117 737 944	114 952 886
Total	107 247 773	278 254 436	278 253 699	273 210 034	267 732 326
220 MINISTERE DE LA JUSTICE					
Personnel	0	11 284 075	11 284 075	9 273 964	9 610 907
Biens et services	0	4 469 305	4 469 226	4 439 910	4 438 935
Transferts et subventions	0	586 669	586 665	511 295	584 612
Investissement	2 772 853	2 356 221	2 356 214	2 350 072	2 349 659
Total	1 823 815	18 696 270	18 696 180	16 575 242	16 984 112
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
Personnel	0	785 800	785 800	785 800	785 800
Biens et services	0	374 564	374 562	374 562	374 562
Investissement	218 000	82 840	82 840	82 840	82 840
Total	218 000	1 243 204	1 243 202	1 243 202	1 243 202
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	176 145	200 240	176 145	132 055
Biens et services	0	340 743	316 645	329 105	328 967
Transferts et subventions	0	30 000	0	0	0
Investissement	350 000	148 000	148 000	117 139	105 045
Total	350 000	694 888	664 885	622 389	566 066
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	250 000	250 000	250 000	250 000
Biens et services	0	170 975	170 975	170 975	170 975
Investissement	20 000	19 000	19 000	19 000	19 000
Total	20 000	439 975	439 975	439 975	439 975
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
Personnel	0	39 111 122	39 111 032	39 111 032	39 022 307
Biens et services	0	8 314 934	8 314 739	8 133 908	8 131 046
Transferts et subventions	0	1 059 846	1 059 843	1 033 237	1 031 836
Investissement	28 866 803	30 151 065	30 151 045	29 914 198	29 914 141
Total	35 513 516	78 636 967	78 636 658	78 192 376	78 099 330
235 SECURITE D'ETAT					
Biens et services	0	7 932 573	7 932 573	7 923 990	7 923 990
Investissement	500 000	0	0	0	0
Total	500 000	7 932 573	7 932 573	7 923 990	7 923 990

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2018

01/04/2019 14:45:43

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Personnel	0	17 542 133	17 444 071	16 327 232	15 688 753
Biens et services	0	10 653 121	10 493 145	9 621 028	9 582 946
Transferts et subventions	0	9 445 581	8 963 636	8 634 659	8 190 823
Investissement	52 236 787	31 754 155	16 754 127	16 489 740	16 162 324
Total	33 625 912	69 394 990	53 654 979	51 072 659	49 624 846
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
Personnel	0	250 000	250 000	153 581	153 581
Transferts et subventions	0	744 634	744 634	744 425	744 425
Investissement	400 000	93 966	93 966	93 965	93 965
Total	475 000	1 088 600	1 088 600	991 971	991 971
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
Transferts et subventions	0	330 893	330 893	330 893	330 893
Total	0	330 893	330 893	330 893	330 893
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
Personnel	0	1 183 502	1 183 502	1 140 816	1 162 024
Biens et services	0	1 496 882	1 496 855	1 436 378	1 436 378
Transferts et subventions	0	21 375	21 375	21 375	21 375
Investissement	1 768 402	1 024 447	1 024 445	1 022 458	1 014 918
Total	1 585 402	3 726 206	3 726 177	3 621 028	3 634 695
323 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE					
Personnel	0	625 141	625 141	585 311	615 624
Biens et services	0	982 294	982 271	938 713	931 121
Transferts et subventions	0	1 440 915	1 440 908	1 382 811	1 382 724
Investissement	10 103 227	9 385 339	885 337	859 028	760 741
Total	10 152 709	12 433 689	3 933 657	3 765 864	3 690 211
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
Personnel	0	5 149 751	5 149 751	4 596 731	4 958 188
Biens et services	0	15 363 168	15 363 025	14 993 719	14 972 302
Transferts et subventions	0	1 991 505	1 991 474	1 977 022	1 945 294
Investissement	3 686 055	2 307 691	2 307 680	2 285 431	2 217 615
Total	3 683 068	24 812 115	24 811 930	23 852 903	24 093 398
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
Personnel	0	138 536	138 519	138 519	137 771
Biens et services	0	380 312	380 310	380 310	380 310
Transferts et subventions	0	81 806	81 806	81 806	81 806
Investissement	153 619	861 165	861 164	861 164	861 164
Total	153 619	1 461 819	1 461 799	1 461 799	1 461 051

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2018

01/04/2019 14:45:43

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
335 MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
Personnel	0	271 908	271 908	271 908	222 147
Biens et services	0	729 086	729 080	715 635	715 635
Transferts et subventions	0	4 496 662	4 496 657	4 350 854	4 431 454
Investissement	22 788 596	10 638 500	10 245 617	10 245 431	10 164 915
Total	20 788 596	16 136 156	15 743 261	15 583 828	15 534 151
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
Personnel	0	123 323	123 323	120 212	120 212
Biens et services	0	403 708	403 702	395 309	395 309
Transferts et subventions	0	290 418	290 416	290 405	290 034
Investissement	215 640	175 899	175 898	175 796	175 796
Total	215 640	993 348	993 339	981 722	981 351
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
Personnel	0	113 933	113 933	113 933	100 351
Biens et services	0	430 959	430 952	424 172	422 936
Transferts et subventions	0	1 847 764	1 847 763	1 847 059	1 843 834
Investissement	48 900	20 574	20 574	20 559	20 559
Total	48 900	2 413 230	2 413 222	2 405 722	2 387 680
380 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE					
Personnel	0	1 117 037	1 117 036	1 079 334	1 106 293
Biens et services	0	783 394	811 499	759 273	758 378
Transferts et subventions	0	277 913	249 773	212 910	224 950
Investissement	2 697 853	2 304 238	1 771 236	1 770 462	1 761 462
Total	2 737 853	4 482 582	3 949 544	3 821 979	3 851 083
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
Personnel	0	201 136 399	200 770 875	189 949 487	192 239 254
Biens et services	0	38 358 839	38 351 268	37 489 890	37 295 960
Transferts et subventions	0	10 317 516	10 323 294	9 461 686	9 429 978
Investissement	42 983 113	42 212 790	34 487 807	34 414 267	34 383 469
Total	43 097 113	292 025 544	283 933 244	271 315 331	273 348 660
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Personnel	0	3 394 427	3 317 546	2 034 795	1 568 514
Biens et services	0	1 613 024	1 643 000	1 527 278	1 525 821
Transferts et subventions	0	57 267 490	56 513 072	54 739 194	53 926 154
Investissement	9 655 623	10 532 087	5 502 081	4 833 412	4 754 091
Total	8 347 435	72 807 028	66 975 699	63 134 679	61 774 580
510 MINISTERE DE LA CULTURE					
Personnel	0	1 178 022	1 178 022	1 178 022	1 172 645
Biens et services	0	1 474 803	1 474 756	1 416 888	1 415 936
Transferts et subventions	0	2 436 416	2 436 407	2 425 617	2 333 838
Investissement	2 764 302	1 413 303	1 413 302	1 412 140	1 367 066
Total	2 764 302	6 502 544	6 502 487	6 432 668	6 289 484

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2018

01/04/2019 14:45:43

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
520 MINISTERE DES SPORTS					
Personnel	0	807 989	907 988	795 080	806 275
Biens et services	0	4 563 580	4 563 553	4 561 345	4 557 050
Transferts et subventions	0	2 294 560	2 194 557	2 294 061	2 293 623
Investissement	1 366 239	821 752	821 749	667 140	666 890
Total	888 239	8 487 881	8 487 846	8 317 626	8 323 837
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE					
Personnel	0	935 557	935 557	850 823	908 692
Biens et services	0	787 644	787 554	776 644	774 638
Transferts et subventions	0	553 880	553 880	551 847	551 847
Investissement	2 972 963	2 702 299	2 702 297	2 699 569	2 699 569
Total	3 418 428	4 979 380	4 979 287	4 878 882	4 934 747
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE					
Personnel	0	32 846 264	32 921 424	28 818 060	30 774 066
Biens et services	0	11 033 642	11 033 114	10 888 419	10 813 645
Transferts et subventions	0	28 813 247	28 631 921	28 019 407	27 614 047
Investissement	28 546 956	7 810 280	7 711 879	6 846 579	6 079 445
Total	12 810 510	80 503 433	80 298 337	74 572 464	75 281 203
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
Personnel	0	120 841	120 841	109 242	117 740
Transferts et subventions	0	2 104 314	2 104 307	2 088 051	2 085 904
Total	0	2 225 155	2 225 147	2 197 293	2 203 644
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Personnel	0	1 475 917	1 475 917	1 378 463	1 206 637
Biens et services	0	1 083 804	1 083 756	1 043 440	1 027 896
Transferts et subventions	0	281 394	281 393	275 451	275 451
Investissement	6 399 137	4 944 100	1 944 091	1 939 518	1 936 435
Total	5 564 440	7 785 215	4 785 157	4 636 872	4 446 419
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE					
Personnel	0	3 171 425	3 171 425	2 960 616	2 422 857
Biens et services	0	1 345 469	1 345 439	1 291 132	1 286 936
Transferts et subventions	0	65 953 760	65 953 755	65 944 438	65 945 343
Investissement	9 454 154	1 348 635	1 348 629	1 344 220	1 337 144
Total	9 429 154	71 819 289	71 819 248	71 540 406	70 992 280
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT					
Personnel	0	1 115 013	1 115 013	1 070 916	1 094 392
Biens et services	0	855 257	855 210	789 801	786 915
Transferts et subventions	0	1 064 748	1 061 724	1 048 471	1 047 350
Investissement	63 174 576	191 297 501	135 297 493	124 846 131	124 430 042
Total	109 405 449	194 332 519	138 329 440	127 755 318	127 358 699

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2018

01/04/2019 14:45:43

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Personnel	0	3 226 763	3 226 763	2 928 628	3 060 918
Biens et services	0	1 420 944	1 420 854	1 294 646	1 290 250
Transferts et subventions	0	990 069	990 067	975 455	972 231
Investissement	25 757 962	13 838 272	4 455 267	4 247 608	4 035 939
Total	26 777 724	19 476 048	10 092 951	9 446 337	9 359 338
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
Personnel	0	1 350 498	1 350 498	1 348 897	1 218 485
Biens et services	0	931 099	931 018	917 562	917 535
Transferts et subventions	0	35 377 174	35 377 171	35 014 689	34 333 074
Investissement	55 015 489	64 855 112	9 702 106	9 698 026	9 249 081
Total	47 749 695	102 513 883	47 360 793	46 979 175	45 718 175
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
Personnel	0	807 141	807 141	740 778	740 778
Biens et services	0	778 172	778 146	717 128	716 601
Transferts et subventions	0	787 372	787 372	787 226	765 282
Investissement	1 807 839	1 135 390	1 135 387	1 128 877	1 128 868
Total	2 217 003	3 508 075	3 508 045	3 374 009	3 351 529
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	199 682	199 682	199 682	194 784
Biens et services	0	459 464	459 458	446 868	440 520
Transferts et subventions	0	8 856 057	8 856 053	8 756 843	8 695 092
Investissement	2 863 778	3 767 404	3 767 404	3 767 312	3 766 641
Total	4 407 967	13 282 607	13 282 597	13 170 705	13 097 037
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	694 710	694 710	548 032	546 576
Transferts et subventions	0	328 995	328 995	328 993	328 993
Investissement	400 000	252 000	252 000	251 840	251 840
Total	400 000	1 275 705	1 275 705	1 128 865	1 127 409
740 MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME					
Personnel	0	2 977 593	2 977 592	2 786 251	2 940 002
Biens et services	0	1 359 265	1 359 184	1 332 047	1 332 046
Transferts et subventions	0	596 551	596 551	555 495	555 495
Investissement	14 449 292	4 054 388	3 467 514	3 462 791	3 249 643
Total	14 906 490	8 987 797	8 400 840	8 136 584	8 077 186
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					
Personnel	0	355 070	355 070	355 070	356 030
Biens et services	0	373 845	373 839	352 839	351 762
Transferts et subventions	0	601 610	601 608	599 667	592 787
Investissement	11 767 155	10 264 452	3 290 452	3 260 581	3 240 758
Total	9 974 740	11 594 977	4 620 968	4 568 157	4 541 338

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2018

01/04/2019 14:45:43

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
Personnel	0	908 852	908 852	852 290	844 251
Biens et services	0	537 112	537 082	509 505	508 200
Transferts et subventions	0	863 429	863 427	770 689	770 689
Investissement	2 764 484	2 888 449	2 888 446	2 880 926	2 856 403
Total	3 264 484	5 197 842	5 197 807	5 013 410	4 979 543
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL					
Personnel	0	882 602	882 602	714 795	369 570
Biens et services	0	524 080	524 062	522 079	522 079
Transferts et subventions	0	273 266	273 265	272 433	254 426
Investissement	713 396	339 382	339 382	338 609	338 609
Total	706 396	2 019 330	2 019 311	1 847 916	1 484 685
812 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS					
Personnel	0	248 377	248 377	248 377	145 413
Biens et services	0	758 780	758 772	736 972	736 207
Transferts et subventions	0	679 692	647 265	647 252	647 215
Investissement	627 582	305 919	305 917	304 473	304 473
Total	627 582	1 992 768	1 960 331	1 937 074	1 833 308
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Personnel	0	5 569 644	5 569 644	4 794 040	5 220 655
Biens et services	0	2 725 288	2 725 200	2 686 328	2 676 892
Transferts et subventions	0	45 272 775	45 272 759	45 085 861	41 546 418
Investissement	100 874 206	93 368 643	23 068 236	22 402 472	21 914 855
Total	97 313 469	146 936 350	76 635 839	74 968 701	71 358 821
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
Personnel	0	3 018 903	3 054 903	2 642 210	2 860 548
Biens et services	0	1 225 073	1 224 931	1 214 182	1 196 785
Transferts et subventions	0	4 424 924	4 388 919	4 411 749	4 409 270
Investissement	22 815 304	15 484 627	2 981 794	2 976 757	1 778 614
Total	17 480 712	24 153 527	11 650 547	11 244 898	10 245 217
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
Personnel	0	221 798	221 798	221 798	193 718
Biens et services	0	112 976	112 972	101 931	101 931
Transferts et subventions	0	22 049	22 048	22 044	22 044
Investissement	6 530 000	5 405 011	5 405 011	4 873 010	4 873 010
Total	5 129 064	5 761 834	5 761 829	5 218 783	5 190 704
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
Personnel	0	427 193	427 193	427 193	396 954
Biens et services	0	619 132	619 092	606 179	605 704
Transferts et subventions	0	453 964	453 961	453 688	451 709
Investissement	1 128 616	741 451	741 450	736 388	735 503
Total	1 128 616	2 241 740	2 241 697	2 223 448	2 189 871

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2018

01/04/2019 14:45:43

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
990 CHARGES COMMUNES					
Personnel	0	28 848 879	21 929 798	21 474 063	21 437 778
Biens et services	0	193 716 381	176 522 155	170 986 413	169 085 019
Transferts et subventions	0	25 530 660	26 067 126	21 888 315	21 862 687
Investissement	145 736 914	109 033 520	73 062 321	57 024 908	52 275 686
Total	132 994 634	357 129 440	297 581 400	271 373 699	264 661 170
TOTAL	796 119 780	2 068 108 957	1 754 759 480	1 675 287 975	1 654 585 927

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2018

01/04/2019 14:45:43

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
2 BUDGETS ANNEXES					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
Personnel	0	1 934 000	1 959 000	784 419	771 090
Biens et services	0	2 065 273	2 127 273	606 188	606 188
Transferts et subventions	0	703 000	588 000	278 950	278 950
Investissement	1 839 935	2 709 555	1 839 935	613 062	514 167
Total	2 737 555	7 411 828	6 514 208	2 282 620	2 170 395
TOTAL	2 737 555	7 411 828	6 514 208	2 282 620	2 170 395

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 31/12/2018

01/04/2019 14:45:43

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Biens et services	0	61 786 270	61 786 270	61 709 590	61 709 590
Investissement	40 000 000	40 000 000	0	0	0
Total	40 000 000	101 786 270	61 786 270	61 709 590	61 709 590
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Investissement	2 616 620	2 616 620	0	0	0
Total	2 616 620	2 616 620	0	0	0
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Transferts et subventions	0	800 000	800 000	799 999	799 999
Total	0	800 000	800 000	799 999	799 999
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Biens et services	0	345 000	345 000	319 536	299 807
Transferts et subventions	0	108 250	108 250	97 441	97 441
Investissement	846 750	846 750	846 750	744 831	632 341
Total	846 750	1 300 000	1 300 000	1 161 808	1 029 588
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
Personnel	0	470 000	145 470	104 431	104 431
Biens et services	0	1 108 750	679 902	618 905	609 855
Investissement	550 000	550 000	249 646	72 476	72 476
Total	550 000	2 128 750	1 075 018	795 812	786 762
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					
Investissement	2 981 400	2 981 400	1 192 560	112 480	112 480
Total	2 981 400	2 981 400	1 192 560	112 480	112 480
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Investissement	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
TOTAL	51 994 770	116 613 040	71 153 848	69 579 689	69 438 419
TOTAL GENERAL	850 852 105	2 192 133 825	1 832 427 536	1 747 150 284	1 726 194 741

ANNEXE 4 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

AU 31 DECEMBRE 2018.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

01/04/2019 15:03:16

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 31/12/2018

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
01 Services généraux des administrations publiques					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	28 679 093	184 279 054	176 438 744	171 673 320	169 847 794
01.3 Services généraux	12 979 185	32 449 917	29 461 003	27 991 118	27 915 602
01.4 Recherche fondamentale	30 000	310 350	310 349	263 565	263 565
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	1 781 579	1 655 029	1 625 027	1 512 969	1 429 438
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	36 265 741	168 567 229	141 893 680	129 452 864	129 138 115
01.7 Opérations concernant la dette publique	150 000	121 634 620	114 236 396	113 993 849	112 162 149
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	16 000 000	7 755 311	7 755 306	7 755 306	7 755 306
TOTAL Services généraux des administrations publiques	95 885 598	516 651 510	471 720 507	452 642 990	448 511 969
02 Défense					
02.1 Défense militaire	39 601 778	78 606 657	78 606 499	75 711 162	70 611 529
02.2 Défense civile		1 229 085	1 229 085	1 229 084	1 229 084
02.4 Recherche-développement concernant la défense	50 419	117 998	117 996	117 995	117 995
02.5 Défense n.c.a.	65 368 897	195 622 155	195 621 622	193 499 051	193 120 977
TOTAL Défense	105 021 094	275 575 895	275 575 202	270 557 292	265 079 585
03 Ordre et sécurité publics					
03.1 Services de police	8 543 260	43 692 746	43 692 617	43 628 023	43 602 013
03.2 Services de protection civile	2 977 432	9 814 969	9 666 207	9 589 253	9 530 472
03.3 Tribunaux	2 473 289	15 986 364	15 977 315	14 972 743	15 662 669
03.4 Administration pénitentiaire	30 017	3 897 629	3 897 610	3 760 306	3 853 783
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	27 290 043	41 366 673	41 366 520	40 137 666	39 614 558
TOTAL Ordre et sécurité publics	41 314 041	114 758 381	114 600 270	112 087 991	112 263 496
04 Affaires économiques					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	13 950 822	22 028 758	13 496 219	13 062 816	12 947 948
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	274 019 464	329 442 963	151 858 839	133 421 538	123 990 241
04.3 Combustibles et énergie	16 483 846	23 145 111	13 778 361	13 069 228	12 164 489
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	2 250 411	6 552 418	5 962 344	5 474 129	5 122 301
04.5 Transports	117 076 575	200 562 044	144 561 974	134 068 823	133 732 574
04.6 Communications	3 567 639	12 081 065	12 029 652	11 749 697	11 681 205
04.7 Autres branches d'activité	3 106 625	8 336 740	7 439 102	3 355 787	3 240 242
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	2 232 355	5 190 806	5 190 805	5 190 746	5 182 905
04.9 Affaires économiques n.c.a.	16 444 761	46 761 071	40 203 419	40 051 198	39 963 719
TOTAL Affaires économiques	449 132 498	654 100 976	394 520 715	359 443 960	348 025 625

BUDGET D'ÉTAT : DEPENSES 2018

01/04/2019 15:03:16

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 31/12/2018

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
05 Protection de l'environnement					
05.1 Gestion des déchets	14 680 242	5 347 693	5 347 693	5 347 693	5 347 693
05.2 Gestion des eaux usées	1 620 000	1 193 992	1 193 992	1 190 315	1 128 346
05.3 Lutte contre la pollution	8 000	24 915	24 914	24 912	24 912
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	346 000	207 138	207 138	207 132	207 132
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	65 251	1 035 486	1 035 456	963 463	997 151
TOTAL Protection de l'environnement	16 719 493	7 809 224	7 809 193	7 733 515	7 705 235
06 Logement et équipements collectifs					
06.1 Logement	10 000 000	106 733	106 733	106 732	106 732
06.2 Équipements collectifs	15 388 500	6 187 244	4 488 676	4 457 864	4 201 796
06.3 Alimentation en eau	8 594 424	23 034 253	5 034 193	5 029 160	4 752 078
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	6 054 907	9 445 985	9 442 918	9 254 135	9 345 326
TOTAL Logement et équipements collectifs	40 037 831	38 774 215	19 072 520	18 847 891	18 405 932
07 Santé					
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux		1 046 959	1 046 959	978 158	978 158
07.2 Services ambulatoires	91 000	87 000	87 000	86 378	86 378
07.3 Services hospitaliers	5 020 466	19 049 813	19 007 094	18 831 403	18 442 556
07.4 Services de santé publique	1 853 893	13 180 408	13 078 020	12 171 381	12 194 381
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 150 250	3 950 715	3 812 869	3 482 586	3 576 475
07.6 Santé n.c.a.	4 758 586	51 416 764	48 168 448	43 794 283	44 775 198
TOTAL Santé	12 874 195	88 731 659	85 200 389	79 344 189	80 053 146
08 Loisirs, culture et culte					
08.1 Services récréatifs et sportifs	1 165 284	7 460 136	7 460 108	7 290 796	7 297 572
08.2 Services culturels	1 380 116	4 329 654	4 329 588	4 310 900	4 148 718
08.4 Culte et autres services communautaires		193 968	193 967	193 960	193 589
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	4 366 632	7 492 455	7 492 355	7 324 931	7 365 556
TOTAL Loisirs, culture et culte	6 912 032	19 476 213	19 476 019	19 120 586	19 005 435
09 Enseignement					
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	4 379 150	157 543 044	155 530 071	150 521 721	153 808 470
09.2 Enseignement secondaire	33 184 088	103 295 369	97 777 869	94 437 157	95 615 420
09.4 Enseignement supérieur	3 700 888	60 478 428	59 543 001	57 544 109	56 826 729
09.5 Enseignement non défini par niveau	712 210	935 299	935 281	820 840	541 600

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018

01/04/2019 15:03:16

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 31/12/2018

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
09 Enseignement					
09.6 Services annexes à l'enseignement	2 422 392	5 465 540	5 465 534	5 342 545	5 395 642
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	6 325 370	4 922 196	2 305 576	2 044 716	2 042 931
09.8 Enseignement n.c.a.	6 186 035	41 951 838	36 513 109	30 700 848	27 684 337
TOTAL Enseignement	56 910 133	374 591 714	358 070 440	341 411 935	341 915 129
10 Protection sociale					
10.1 Maladie et invalidité		1 115 760	1 115 759	1 114 902	1 114 902
10.2 Vieillesse		61 823 972	61 823 971	61 823 971	61 823 971
10.4 Famille et enfants	4 293 096	6 882 063	3 882 014	3 750 342	3 597 145
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	3 761	154 872	154 870	154 750	154 750
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	514 277	776 065	776 063	769 635	756 579
10.9 Protection sociale n.c.a.	21 234 056	30 911 306	18 629 605	18 346 333	17 781 842
TOTAL Protection sociale	26 045 190	101 664 038	86 382 283	85 959 933	85 229 189
TOTAL GENERAL	850 852 105	2 192 133 825	1 832 427 536	1 747 150 284	1 726 194 741

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2018

01/04/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	1 507 529	16 427 464	16 427 463	16 427 463	16 427 463
Total	1 507 529	16 427 464	16 427 463	16 427 463	16 427 463
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	500 000	4 805 197	4 805 196	4 804 666	4 773 620
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	10 285	8 458 012	8 458 012	8 448 490	8 442 346
02.5 Défense n.c.a.	0	137 487	137 487	137 469	137 469
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	190 000	361 399	361 399	361 399	361 399
04.6 Communications	0	232 227	232 227	232 207	232 187
07.4 Services de santé publique	0	1 019	1 019	1 019	1 019
08.2 Services culturels	0	90 000	90 000	90 000	90 000
Total	700 285	14 085 341	14 085 340	14 075 250	14 038 041
130 PRIMATURE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	1 071 324	5 593 889	5 593 883	5 425 989	5 340 036
01.3 Services généraux	0	159 554	159 552	153 379	146 136
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	583 080	3 560 354	3 508 447	3 082 875	3 043 139
03.3 Tribunaux	0	14 250	14 250	14 200	14 200
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	211 500	523 448	523 445	518 141	479 295
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	200 000	171 026	171 025	171 025	150 154
04.6 Communications	0	23 261	23 260	23 185	23 185
07.4 Services de santé publique	0	1 178	1 178	1 175	1 175
09.4 Enseignement supérieur	0	1 278 337	1 278 336	1 228 050	1 269 015
Total	2 065 904	11 325 297	11 273 376	10 618 020	10 466 336
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	45 119	524 523	524 522	517 426	514 309
Total	45 119	524 523	524 522	517 426	514 309
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	127 464	863 719	863 711	856 466	856 299
03.3 Tribunaux	200 000	200 000	200 000	199 769	199 769
Total	327 464	1 063 719	1 063 711	1 056 235	1 056 068
150 COUR SUPREME					
03.3 Tribunaux	750 943	2 229 862	2 229 846	2 229 489	2 228 616
Total	750 943	2 229 862	2 229 846	2 229 489	2 228 616
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
03.3 Tribunaux	0	847 486	847 485	845 560	844 893
Total	0	847 486	847 485	845 560	844 893
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	350 000	1 215 658	1 215 654	1 210 921	1 220 391
Total	350 000	1 215 658	1 215 654	1 210 921	1 220 391

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2018

01/04/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	345 000	1 634 805	1 634 799	1 621 989	1 580 726
Total	345 000	1 634 805	1 634 799	1 621 989	1 580 726
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	7 630 985	39 611 273	39 314 473	37 006 277	36 465 458
01.3 Services généraux	151 062	108 086	108 084	107 795	97 670
04.6 Communications	0	9 688	9 687	5 411	5 411
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	969 509	969 509	969 509	969 509
09.8 Enseignement n.c.a.	1 286 000	1 286 000	1 286 000	1 284 286	1 284 286
Total	9 068 047	41 984 556	41 687 753	39 373 277	38 822 334
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	25 000	500 220	500 213	499 952	414 156
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	93 500	827 721	827 715	778 100	724 270
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	250 000	95 000	95 000	95 000	95 000
07.4 Services de santé publique	0	520	519	519	519
09.4 Enseignement supérieur	351 000	351 000	170 000	170 000	170 000
Total	719 500	1 774 461	1 593 447	1 543 572	1 403 945
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	238 910	3 235 781	3 235 778	3 235 778	3 235 778
Total	238 910	3 235 781	3 235 778	3 235 778	3 235 778
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
03.3 Tribunaux	30 000	914 252	905 282	905 282	891 406
Total	30 000	914 252	905 282	905 282	891 406
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
04.6 Communications	27 630	133 900	133 899	116 838	116 406
Total	27 630	133 900	133 899	116 838	116 406
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
02.1 Défense militaire	39 601 778	78 606 657	78 606 499	75 711 162	70 611 529
02.4 Recherche-développement concernant la défense	50 419	117 998	117 996	117 995	117 995
02.5 Défense n.c.a.	64 868 897	195 484 668	195 484 135	193 361 581	192 983 507
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	2 652 467	2 652 467	2 652 466	2 652 466	2 652 466
07.3 Services hospitaliers	0	503 571	503 563	503 559	503 559
07.4 Services de santé publique	0	9 577	9 577	9 577	9 577
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	3 895	3 895	3 895	3 895
07.6 Santé n.c.a.	18 935	540 644	540 622	514 926	514 926
09.2 Enseignement secondaire	12 325	172 477	172 471	172 457	172 457
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseigne	10 250	9 738	9 738	9 738	9 738
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	152 744	152 738	152 676	152 676
Total	107 247 773	278 254 436	278 253 699	273 210 034	267 732 326

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2018

01/04/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
220 MINISTERE DE LA JUSTICE					
02.2 Défense civile	0	35 625	35 625	35 625	35 625
03.3 Tribunaux	1 492 346	10 043 957	10 043 896	9 042 590	9 751 157
03.4 Administration pénitentiaire	30 017	3 897 629	3 897 610	3 760 306	3 853 783
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	243 252	4 265 236	4 265 227	3 358 165	2 891 676
07.4 Services de santé publique	0	509	508	508	508
09.4 Enseignement supérieur	58 200	303 314	303 313	228 056	301 372
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	150 000	150 000	149 991	149 991
Total	1 823 815	18 696 270	18 696 180	16 575 242	16 984 112
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	218 000	1 243 204	1 243 202	1 243 202	1 243 202
Total	218 000	1 243 204	1 243 202	1 243 202	1 243 202
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME					
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	350 000	313 680	283 679	246 564	199 760
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	381 208	381 206	375 824	366 306
Total	350 000	694 888	664 885	622 389	566 066
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	20 000	439 975	439 975	439 975	439 975
Total	20 000	439 975	439 975	439 975	439 975
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
03.1 Services de police	8 543 260	43 692 746	43 692 617	43 628 023	43 602 013
03.2 Services de protection civile	2 977 432	9 666 244	9 666 207	9 589 253	9 530 472
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	23 992 824	25 250 342	25 250 204	24 947 680	24 939 426
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	27 635	27 629	27 420	27 420
Total	35 513 516	78 636 967	78 636 658	78 192 376	78 099 330
235 SECURITE D'ETAT					
02.5 Défense n.c.a.	500 000	0	0	0	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	7 932 573	7 932 573	7 923 990	7 923 990
Total	500 000	7 932 573	7 932 573	7 923 990	7 923 990

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2018

01/04/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement-----				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	12 308 934	43 807 828	41 067 887	38 984 720	37 935 274
01.3 Services généraux	3 039 804	4 752 985	4 752 922	4 429 218	4 405 936
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	931 579	866 349	866 348	792 257	755 530
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	3 696	138 624	138 621	136 737	100 823
01.7 Opérations concernant la dette publique	150 000	57 000	57 000	48 480	48 480
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	8 150 000	8 057 000	57 000	57 000	57 000
04.3 Combustibles et énergie	790 000	1 594 526	1 594 525	1 528 439	1 521 402
06.2 Équipements collectifs	600 000	228 000	228 000	224 796	206 590
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	956 361	3 806 361	3 806 361	3 806 361	3 806 361
07.4 Services de santé publique	0	559	559	0	0
09.5 Enseignement non défini par niveau	138 538	458 758	458 757	437 650	160 450
10.9 Protection sociale n.c.a.	6 557 000	5 627 000	627 000	627 000	627 000
Total	33 625 912	69 394 990	53 654 979	51 072 659	49 624 846
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	475 000	1 088 600	1 088 600	991 971	991 971
Total	475 000	1 088 600	1 088 600	991 971	991 971
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	330 893	330 893	330 893	330 893
Total	0	330 893	330 893	330 893	330 893
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	500 000	475 000	475 000	474 148	474 148
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	325 000	139 000	139 000	138 848	138 848
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	755 402	3 075 693	3 075 665	2 971 521	2 985 189
07.4 Services de santé publique	0	320	319	319	319
10.9 Protection sociale n.c.a.	5 000	36 193	36 193	36 191	36 191
Total	1 585 402	3 726 206	3 726 177	3 621 028	3 634 695
323 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	10 137 709	12 186 725	3 686 695	3 530 928	3 455 362
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	370	370	370	370
07.4 Services de santé publique	0	585	584	583	583
09.2 Enseignement secondaire	0	79 128	79 128	72 980	72 980
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	161 181	161 181	155 304	155 217
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	15 000	5 700	5 700	5 700	5 700
Total	10 152 709	12 433 689	3 933 657	3 765 864	3 690 211
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
01.3 Services généraux	1 500 000	570 000	570 000	569 976	563 807
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	2 179 307	24 196 771	24 196 588	23 237 697	23 484 360
04.6 Communications	0	39 954	39 953	39 953	39 953
07.4 Services de santé publique	0	518	518	518	518
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	3 761	4 872	4 870	4 759	4 759
Total	3 683 068	24 812 115	24 811 930	23 852 903	24 093 398

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2018

01/04/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement-----				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
04.6 Communications	153 619	1 461 819	1 461 799	1 461 799	1 461 051
Total	153 619	1 461 819	1 461 799	1 461 799	1 461 051
335 MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
01.3 Services généraux	330 000	1 483 300	1 483 300	1 448 381	1 447 031
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	2 008 596	3 869 981	3 477 092	3 352 749	3 304 544
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publique	16 000 000	7 755 311	7 755 306	7 755 306	7 755 306
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	357 803	357 803	357 636	357 636
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000	2 400 000
09.8 Enseignement n.c.a.	50 000	269 761	269 760	269 757	269 634
Total	20 788 596	16 136 156	15 743 261	15 583 828	15 534 151
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTTE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	150 000	184 688	184 688	181 513	181 513
08.4 Culte et autres services communautaires	0	193 968	193 967	193 960	193 589
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	65 640	614 692	614 685	606 249	606 249
Total	215 640	993 348	993 339	981 722	981 351
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	48 900	675 909	675 902	669 115	654 297
03.3 Tribunaux	0	1 736 557	1 736 556	1 735 852	1 732 628
07.4 Services de santé publique	0	764	764	755	755
Total	48 900	2 413 230	2 413 222	2 405 722	2 387 680
380 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	886 368	3 102 748	3 102 713	2 975 164	3 004 293
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 833 000	1 027 000	494 000	494 000	494 000
04.9 Affaires économiques n.c.a.	18 485	352 502	352 499	352 484	352 460
07.4 Services de santé publique	0	332	331	331	331
Total	2 737 853	4 482 582	3 949 544	3 821 979	3 851 083
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 000	200 000	0	0	0
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 100	41 396	41 393	41 392	41 392
07.4 Services de santé publique	0	50 303	50 303	50 302	50 302
07.6 Santé n.c.a.	0	61 844	61 842	61 842	61 842
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	4 379 150	157 543 044	155 530 071	150 521 721	153 808 470
09.2 Enseignement secondaire	32 958 808	101 887 810	96 370 322	93 036 860	94 281 235
09.5 Enseignement non défini par niveau	214 555	106 469	106 461	104 269	104 198
09.6 Services annexes à l'enseignement	2 422 392	5 465 540	5 465 534	5 342 545	5 395 642
09.8 Enseignement n.c.a.	2 921 108	26 669 138	26 307 318	22 156 398	19 605 578
Total	43 097 113	292 025 544	283 933 244	271 315 331	273 348 660

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2018

01/04/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
01.4 Recherche fondamentale	30 000	310 350	310 349	263 565	263 565
09.2 Enseignement secondaire	200 000	76 000	76 000	75 749	9 912
09.4 Enseignement supérieur	3 155 008	57 152 601	56 398 181	54 529 152	53 702 243
09.5 Enseignement non défini par niveau	150 000	142 000	142 000	56 952	56 952
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseigne	2 883 500	1 490 138	1 490 138	1 229 278	1 227 493
09.8 Enseignement n.c.a.	1 928 927	13 635 939	8 559 031	6 979 983	6 514 415
Total	8 347 435	72 807 028	66 975 699	63 134 679	61 774 580
510 MINISTERE DE LA CULTURE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	0	0	0	0
01.3 Services généraux	0	13 959	13 958	13 958	13 958
07.4 Services de santé publique	0	1 770	1 770	1 770	1 770
08.2 Services culturels	840 570	3 181 986	3 181 940	3 170 555	3 027 275
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	1 878 732	2 310 067	2 310 061	2 252 233	2 252 648
09.2 Enseignement secondaire	0	441 031	441 030	441 025	440 887
09.4 Enseignement supérieur	45 000	553 731	553 729	553 127	552 946
Total	2 764 302	6 502 544	6 502 487	6 432 668	6 289 484
520 MINISTERE DES SPORTS					
07.4 Services de santé publique	0	447	447	446	446
08.1 Services récréatifs et sportifs	865 284	7 296 136	7 296 108	7 126 796	7 133 572
09.2 Enseignement secondaire	12 955	638 923	638 918	638 086	637 950
09.4 Enseignement supérieur	10 000	552 375	552 373	552 298	551 868
Total	888 239	8 487 881	8 487 846	8 317 626	8 323 837
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	1 216 168	1 123 235	1 123 224	1 113 740	1 115 872
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	2 202 260	3 856 145	3 856 063	3 765 143	3 818 875
Total	3 418 428	4 979 380	4 979 287	4 878 882	4 934 747
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE					
07.2 Services ambulatoires	91 000	87 000	87 000	86 378	86 378
07.3 Services hospitaliers	4 992 466	18 186 770	18 144 060	17 972 896	17 584 044
07.4 Services de santé publique	1 850 893	13 077 118	12 974 738	12 069 169	12 092 169
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 140 000	3 946 820	3 808 974	3 478 691	3 572 580
07.6 Santé n.c.a.	4 736 151	45 205 725	45 283 564	40 965 330	41 946 031
Total	12 810 510	80 503 433	80 298 337	74 572 464	75 281 203
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
07.6 Santé n.c.a.	0	2 225 155	2 225 147	2 197 293	2 203 644
Total	0	2 225 155	2 225 147	2 197 293	2 203 644

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2018

01/04/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	228 000	73 000	73 000	72 992	72 992
07.4 Services de santé publique	3 000	29 213	29 213	29 212	29 212
07.6 Santé n.c.a.	3 500	57 274	57 272	54 892	48 755
08.1 Services récréatifs et sportifs	300 000	164 000	164 000	164 000	164 000
09.5 Enseignement non défini par niveau	9 117	39 256	39 253	39 244	37 362
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseigne	800 000	800 000	800 000	800 000	800 000
10.4 Famille et enfants	4 193 096	6 044 063	3 044 014	2 912 344	2 759 147
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	7 277	75 675	75 674	71 519	64 335
10.9 Protection sociale n.c.a.	20 450	502 734	502 732	492 670	470 618
Total	5 564 440	7 785 215	4 785 157	4 636 872	4 446 419
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE					
04.9 Affaires économiques n.c.a.	100 000	38 000	38 000	37 998	37 998
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	4 165 000	354 698	354 697	354 697	354 697
07.3 Services hospitaliers	28 000	359 472	359 472	354 948	354 952
07.4 Services de santé publique	0	2 717	2 716	2 716	2 716
10.1 Maladie et invalidité	0	1 115 760	1 115 759	1 114 902	1 114 902
10.2 Vieillesse	0	61 823 972	61 823 971	61 823 971	61 823 971
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	507 000	700 390	700 389	698 116	692 244
10.9 Protection sociale n.c.a.	4 629 154	7 424 280	7 424 243	7 153 057	6 610 800
Total	9 429 154	71 819 289	71 819 248	71 540 406	70 992 280
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 000 000	1 000 000	1 000 000	999 999	988 804
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	200 000	287 308	287 305	139 581	85 779
04.5 Transports	106 815 714	190 244 833	134 244 793	123 920 806	123 595 217
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	250 000	232 112	232 112	232 072	232 072
04.9 Affaires économiques n.c.a.	684 735	1 784 717	1 784 703	1 695 587	1 690 675
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	250 000	673 364	670 342	658 748	661 769
07.4 Services de santé publique	0	1 121	1 121	1 120	1 120
09.4 Enseignement supérieur	5 000	109 064	109 063	107 404	103 262
09.5 Enseignement non défini par niveau	200 000	0	0	0	0
Total	109 405 449	194 332 519	138 329 440	127 755 318	127 358 699
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	14 899 231	16 352 824	6 969 759	6 398 822	6 340 103
05.1 Gestion des déchets	10 180 242	847 693	847 693	847 693	847 693
05.2 Gestion des eaux usées	1 620 000	1 193 992	1 193 992	1 190 315	1 128 346
05.3 Lutte contre la pollution	8 000	24 915	24 914	24 912	24 912
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	5 000	21 138	21 138	21 132	21 132
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	65 251	1 035 486	1 035 456	963 463	997 151
Total	26 777 724	19 476 048	10 092 951	9 446 337	9 359 338

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2018

01/04/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section	-----Crédits de paiement-----				
Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	23 234 688	30 924 233	2 674 232	2 673 843	2 614 254
04.3 Combustibles et énergie	15 078 846	20 248 835	11 345 818	10 982 309	10 087 218
04.5 Transports	175 000	66 500	66 500	66 468	63 468
04.7 Autres branches d'activité	0	40 986	40 985	40 983	38 817
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	200 000	76 000	76 000	76 000	76 000
04.9 Affaires économiques n.c.a.	125 737	27 936 843	27 936 833	27 924 180	27 900 108
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	341 000	186 000	186 000	186 000	186 000
06.3 Alimentation en eau	8 594 424	23 034 253	5 034 193	5 029 160	4 752 078
07.4 Services de santé publique	0	233	232	232	232
Total	47 749 695	102 513 883	47 360 793	46 979 175	45 718 175
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
04.3 Combustibles et énergie	100 000	38 000	38 000	36 490	36 490
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	1 540 421	2 138 276	2 138 260	2 055 879	2 055 879
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	360 778	192 543	192 542	192 523	192 514
04.9 Affaires économiques n.c.a.	215 804	1 139 256	1 139 243	1 089 117	1 066 645
Total	2 217 003	3 508 075	3 508 045	3 374 009	3 351 529
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION					
04.6 Communications	2 986 390	8 592 006	8 591 997	8 480 315	8 414 479
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	1 421 577	4 690 151	4 690 151	4 690 150	4 682 318
07.4 Services de santé publique	0	450	450	240	240
Total	4 407 967	13 282 607	13 282 597	13 170 705	13 097 037
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
04.6 Communications	400 000	1 275 705	1 275 705	1 128 865	1 127 409
Total	400 000	1 275 705	1 275 705	1 128 865	1 127 409
740 MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	1 640 000	1 640 000	1 053 127	1 053 127	1 053 127
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	82 944	1 679 502	1 679 463	1 592 405	1 659 584
06.1 Logement	10 000 000	106 733	106 733	106 732	106 732
06.2 Équipements collectifs	2 500 000	950 000	950 000	949 992	735 245
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	683 546	4 611 562	4 611 518	4 434 329	4 522 498
Total	14 906 490	8 987 797	8 400 840	8 136 584	8 077 186
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					
01.3 Services généraux	2 576 919	3 980 633	3 980 628	3 956 033	3 928 685
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	6 812 141	7 000 000	26 000	0	0
06.2 Équipements collectifs	409 000	397 468	397 466	397 235	397 764
07.4 Services de santé publique	0	870	869	869	869
09.4 Enseignement supérieur	76 680	178 006	178 005	176 021	176 021
10.4 Famille et enfants	100 000	38 000	38 000	37 999	37 999
Total	9 974 740	11 594 977	4 620 968	4 568 157	4 541 338

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2018

01/04/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	17 450	190 938	190 937	177 858	177 858
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	2 750 000	2 028 862	2 028 862	2 025 809	2 001 785
04.5 Transports	397 034	2 190 206	2 190 176	2 022 473	2 014 815
04.7 Autres branches d'activité	0	595 650	595 650	595 250	595 250
04.9 Affaires économiques n.c.a.	100 000	192 186	192 181	192 021	189 836
Total	3 264 484	5 197 842	5 197 807	5 013 410	4 979 543
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	230 000	197 097	197 096	196 669	190 826
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	134 350	268 403	268 401	267 311	256 757
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	192 046	1 411 306	1 411 291	1 241 417	903 523
04.9 Affaires économiques n.c.a.	150 000	142 524	142 523	142 519	133 578
Total	706 396	2 019 330	2 019 311	1 847 916	1 484 685
812 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	119 857	134 086	134 083	134 038	133 532
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	457 725	1 699 519	1 667 086	1 644 300	1 565 913
04.9 Affaires économiques n.c.a.	50 000	158 878	158 876	158 736	133 863
07.4 Services de santé publique	0	285	285	0	0
Total	627 582	1 992 768	1 960 331	1 937 074	1 833 308
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	97 313 469	146 936 350	76 635 839	74 968 701	71 358 821
Total	97 313 469	146 936 350	76 635 839	74 968 701	71 358 821
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	17 480 712	24 153 527	11 650 547	11 244 898	10 245 217
Total	17 480 712	24 153 527	11 650 547	11 244 898	10 245 217
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 129 064	5 761 834	5 761 829	5 218 783	5 190 704
Total	5 129 064	5 761 834	5 761 829	5 218 783	5 190 704
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
04.7 Autres branches d'activité	369 070	456 726	456 709	456 006	454 853
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	15 795	15 793	15 790	15 790
08.2 Services culturels	539 546	1 057 668	1 057 648	1 050 345	1 031 443
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	220 000	711 551	711 546	701 307	687 785
Total	1 128 616	2 241 740	2 241 697	2 223 448	2 189 871

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2018

01/04/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
990 CHARGES COMMUNES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	4 000 000	5 235 948	432 417	425 182	425 182
01.3 Services généraux	2 400 000	18 400 000	17 200 000	17 199 899	17 199 899
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	28 719 348	120 475 890	95 034 214	84 180 433	83 820 786
01.7 Opérations concernant la dette publique	0	121 577 620	114 179 396	113 945 369	112 113 669
02.2 Défense civile	0	1 193 460	1 193 460	1 193 459	1 193 459
03.2 Services de protection civile	0	148 725	0	0	0
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	46 806 959	37 118 534	35 477 976	20 396 181	15 898 825
04.5 Transports	9 688 827	8 060 505	8 060 505	8 059 076	8 059 075
04.6 Communications	0	312 505	261 125	261 123	261 123
04.9 Affaires économiques n.c.a.	15 000 000	15 000 000	8 442 397	8 442 397	8 442 397
05.1 Gestion des déchets	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000
06.2 Équipements collectifs	11 879 500	4 611 776	2 913 209	2 885 842	2 862 197
07.6 Santé n.c.a.	0	3 326 122	0	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	0	0	0	0	0
10.9 Protection sociale n.c.a.	10 000 000	17 168 355	9 886 700	9 884 738	9 884 558
Total	132 994 634	357 129 440	297 581 400	271 373 699	264 661 170
TOTAL	796 119 780	2 068 108 957	1 754 759 480	1 675 287 975	1 654 585 927

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2018

01/04/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	-----Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
2 BUDGETS ANNEXES					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
04.7 Autres branches d'activité	2 737 555	7 243 378	6 345 758	2 263 547	2 151 322
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	77 450	77 450	8 649	8 649
09.8 Enseignement n.c.a.	0	91 000	91 000	10 424	10 424
Total	2 737 555	7 411 828	6 514 208	2 282 620	2 170 395
TOTAL	2 737 555	7 411 828	6 514 208	2 282 620	2 170 395

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2018
Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 31/12/2018

01/04/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	-----Crédits de paiement---				
	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	61 786 270	61 786 270	61 709 590	61 709 590
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	40 000 000	40 000 000	0	0	0
Total	40 000 000	101 786 270	61 786 270	61 709 590	61 709 590
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseigne	2 616 620	2 616 620	0	0	0
Total	2 616 620	2 616 620	0	0	0
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
10.4 Famille et enfants	0	800 000	800 000	799 999	799 999
Total	0	800 000	800 000	799 999	799 999
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	846 750	1 300 000	1 300 000	1 161 808	1 029 588
Total	846 750	1 300 000	1 300 000	1 161 808	1 029 588
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
04.3 Combustibles et énergie	515 000	1 263 750	800 018	521 990	519 380
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	35 000	865 000	275 000	273 822	267 382
Total	550 000	2 128 750	1 075 018	795 812	786 762
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					
01.3 Services généraux	2 981 400	2 981 400	1 192 560	112 480	112 480
Total	2 981 400	2 981 400	1 192 560	112 480	112 480
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
TOTAL	51 994 770	116 613 040	71 153 848	69 579 689	69 438 419
TOTAL GENERAL	850 852 105	2 192 133 825	1 832 427 536	1 747 150 284	1 726 194 741

ANNEXE 5 :

**SITUATION D'EXECUTION DU FINANCEMENT
EXTERIEUR DU BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT
(BSI) PAR MINISTERE AU 31 DECEMBRE 2018.**

RECAPITULATIF DU SUIVI DU FINANCEMENT EXTERIEUR DU BSI PAR MINISTERE AU 31 DECEMBRE 2018

(Montant en millions de FCFA)

N°	MINISTERES / INSTITUTIONS	Coût du projet	Nom bailleurs	Montant Accord	Nature du financement			Cumul décaissements au 31/12/2017	Prévisions 2018				Situation d'exécution du premier trimestre 2018				Situation d'exécution du deuxième trimestre 2018				Situation d'exécution du troisième trimestre 2018				Situation d'exécution du quatrième trimestre 2018				Situation d'exécution cumulée			
					Prêt	Subv	Total		Prêt	Subv	Total	Taux	Prêt	Subv	Total	Taux	Prêt	Subv	Total	Taux	Prêt	Subv	Total	Taux	Prêt	Subv	Total	Taux	Prêt	Subv	Total	Taux
1	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	13 389	IDA, Danemark	17 249	0	17 000	11 303	1 009	0	9 383	9 383	0	481	481	5	0	663	663	7	0	0	0	0	0	546	546	6	0	1 690	1 690	18,01	
2	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	119 434	BOAD, BID, OPEP, KOWEIT, Exim BANK, FED, BM	3 017	0	0	0	129 633	56 000	0	56 000	4 542	0	4 542	8	1 958	0	1 958	3	1 187	0	1 187	2	5 791	0	5 791	10	13 478	0	13 478	24,07	
3	MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	60 650	IDA, IMF, PAPAM, FIDA	55 353	28 322	26 931	55 253	13 874	3 750	4 750	8 500	2 178	756	2 934	35	2 796	599	3 395	40	795	874	1 669	20	3 412	992	4 404	52	9 181	3 221	12 402	145,91	
4	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	288 161	EXIM BANK, OFD, FSD, FKDEA, BOAD, BID, BM, FAD, BAD, BIDC, FIDAB, FEM, Belgique	295 281	154 508	31 279	185 787	164 624	45 359	23 157	68 516	7 384	4 851	12 235	18	9 942	3 669	13 611	20	11 495	675	12 170	18	4 534	3 744	8 278	12	33 355	12 939	46 294	67,57	
5	MINISTERE DE L'ELEVAGE TE DE LA PECHE	22 500	BM, Belgique, BAD, BID	22 500	22 500	0	22 500	5 772	11 000	1 150	12 150	909	179	1 088	9	1 415	0	1 415	12	1 915	49	1 964	16	1 729	38	1 767	15	5 968	266	6 234	51,31	
6	MINISTERE DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	55 498	PNUD	2 200	0	2 200	2 200	2 036	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00	
7	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	13 000	IDA, BID	38 622	7 000	31 622	38 622	2 477	2 000	5 500	7 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	190	0	190	3	190	0	190	2,53		
8	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	15 500	0	15 500	7 000	9 500	16 500	4 052	3 000	2 000	5 000	119	11	130	3	706	1 957	2 663	53	313	14	327	0	149	26	175	4	1 287	2 008	3 295	65,90	
9	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	289 434	IDA, BOAD, FAD, AFD, UE, BEI, BID, BAD, Coop Itale; KFW, UEMOA	284 620	206 511	73 109	279 620	107 546	36 807	18 346	55 153	4 047	140	4 187	8	3 103	9 267	12 370	22	7 283	2 769	10 052	18	10 550	364	10 914	20	24 983	12 540	37 523	68,03	
10	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	24 865	BM	24 865	24 865	0	24 865	576	7 000	0	7 000	0	0	0	0	0	0	0	0	2 500	0	2 500	36	2 875	0	2 875	41	5 375	0	5 375	76,79	
11	MINISTERE DU COMMERCE	0	0	4 569	0	4 569	4 569	4 908	0	533	533	0	0	0	0	0	372	372	70	0	0	0	0	0	0	0	0	372	372	69,79		
12	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	0	IDA	35 000	0	37 500	0	2 777	2 000	13 000	15 000	0	1 208	1 208	8	0	0	0	0	1 668	4 606	6 274	42	64	0	64	0	1 732	5 814	7 546	50,31	
13	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	985	PNUD	300	0	300	300	50	0	181	181	0	13	13	7	0	13	13	7	0	13	13	7	0	13	13	7	0	52	52	28,73	
TOTAL LOI DE FINANCES		903 416		799 076	450 706	234 010	641 519	431 602	166 916	81 000	247 916	19 179	7 639	26 818	10,82	19 920	16 540	36 460	14,71	27 156	9 000	36 156	14,58	29 294,00	5 723,00	35 017,00	14,12	95 549	38 902	134 451	54,23	

Source : DNP, mars 2019.